

ÉCOLE DE POLITIQUE APPLIQUÉE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

La publication en libre accès: étude sur les niveaux de connaissance et d'intérêt de la communauté de recherche des Facultés d'administration, de droit, d'éducation, d'éducation physique et sportive, de lettres et sciences humaines et de théologie et d'études religieuses de l'Université de Sherbrooke

Par Mathieu CLOUTIER

Essai présenté à l'École de politique appliquée en vue de l'obtention du grade
Maître ès arts (M.A) en politique appliquée

Essai remis à
Hugo LOISEAU, directeur de recherche
Khalid ADNANE, membre du jury

Sherbrooke
Mars 2015

Composition du jury

La publication en libre accès: étude sur les niveaux de connaissance et d'intérêt de la communauté de recherche des Facultés d'administration, de droit, d'éducation, d'éducation physique et sportive, de lettres et sciences humaines et de théologie et d'études religieuses de l'Université de Sherbrooke

Par Mathieu CLOUTIER

Cet essai a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Hugo LOISEAU, directeur de recherche
(École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines)

Khalid ADNANE, membre du jury
(École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines)

Remerciements

Avant toute chose, il m'importe de remercier comme il se doit les gens qui ont rendu possibles la réalisation de mon étude et la rédaction de l'essai qui en a suivi. En première ligne, j'adresse mes plus sincères remerciements à mon directeur de maîtrise, le professeur Hugo Loiseau, qui a su m'encadrer de telle manière à ce que le projet puisse aboutir comme prévu. Sa franchise, sa patience et son dévouement m'ont été essentiels dans ce travail de longue haleine. Je désire également remercier Isabelle Lorrain et Bernard Jobin, du Service des bibliothèques et archives (SBA), qui en plus, d'être les mandataires de mon essai, m'ont gracieusement invité à présenter mes résultats de recherche lors de la journée du Regroupement des archivistes et bibliothécaires de l'Université de Sherbrooke (RABUS), le 13 novembre dernier. La présentation du professeur Vincent Larivière, de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI) à l'Université de Montréal, a su apporter des éléments de réflexions à notre thèse, bien qu'elle soit venue tard dans notre processus de recherche. Je voudrais en profiter pour remercier les membres présents du RABUS qui ont permis d'enrichir le présent travail lors de la période de question suivant ma présentation.

Bien évidemment, il m'est impossible de passer sous silence la contribution absolument essentielle au bon déroulement du projet de recherche des vices-doyens qui ont accepté d'y participer à l'entrevue : Mathieu Devinat à la Faculté de droit, Jean-Pascal Lemelin à la Faculté d'éducation, Isabelle J. Dionne à la Faculté d'éducation physique et du sport (maintenant doyenne de la Faculté des sciences de l'activité physique) et Thérèse Audet à la Faculté de lettres et sciences humaines.

Nos remerciements les plus sincères aussi à l'ensemble des professeurs et des étudiants qui ont gracieusement pris quelques minutes afin de répondre à notre sondage sur le niveau de connaissance et l'intérêt concernant le libre accès à l'Université de Sherbrooke. Remerciements particuliers aux professeurs de l'École de politique appliquée, où j'ai fait l'entièreté de mon parcours universitaire, pour leur participation en grand nombre à mon sondage, notamment à mon professeur de méthode quantitative, Jean-Herman Guay, pour ses conseils dans l'apprentissage du logiciel R, et dans la philosophie du logiciel libre au sens large. Sans son enseignement, je n'aurais sans doute jamais produit cet essai. Merci également à mes amis Kévin Dépault et Vincent Beaucher, respectivement candidat au doctorat en géographie en post-doctorant et éducation, non seulement pour l'assistance technique lors de l'élaboration des questionnaires, mais aussi pour les mentors qu'ils ont su être pour moi au fil des

années. Merci du fond du coeur à toi, Évelyne, qui partage ma vie depuis mon entrée à l'université et qui m'encourage constamment, malgré la rudesse de notre relation à distance, à persévérer et à me faire réaliser que ce que je fais mérite d'être fait et bien fait. Merci à mes parents, Daniel et France, ainsi qu'à toute ma famille pour le support inconditionnel dont ils ont fait montre à mon égard et l'effort de vulgarisation scientifique qu'ils m'imposent lorsqu'ils me demandent ce que je fais concrètement à l'université.

Si je me suis intéressé à cette question, c'est parce que je crois que «Savoir, c'est pouvoir», et je crois également qu'il est important que cette connaissance que nous universitaire produisons soit disponible au coût le plus modique possible, pour le plus grand nombre. Je dédie ce mémoire à la mémoire de mon grand-père, Philippe Cloutier (1925-2012). Grand-papa, qui comme bien d'autres Québécois de l'époque, n'a pas eu l'opportunité de faire d'études, mais m'a toujours signifié qu'il était important que son «petit homme» s'instruise. Ton soutien moral m'aura été vital tout au long de mon parcours académique, et je regrette seulement de ne pas avoir terminé ce projet du temps où tu étais encore de ce monde. Je pense à toi chaque jour.

Résumé

Le présent essai est l'aboutissement d'une réflexion sur la place qu'occupe le libre accès dans la communauté scientifique. Bien que le libre accès ne constitue pas en soi une nouveauté, il occupe une place relativement marginale. L'auteur s'est d'abord penché sur l'évolution du libre accès dans le monde avant d'entreprendre une recherche terrain à l'Université de Sherbrooke pour mesurer l'intérêt et les connaissances de la communauté de recherche. Au terme de cette recherche, l'auteur a produit une analyse à partir des données qu'il a récoltées. Des recommandations ont par la suite été produites à l'intention de la direction du Service des bibliothèques et archives (SBA) dans le but de promouvoir le libre accès, porteur selon l'auteur d'économies potentielles pour les universités et d'une plus grande accessibilité au savoir autant pour les chercheurs que pour le grand public. Voici un bref aperçu desdites recommandations:

Recommandation 1: Mettre sur pied une séance d'information et une brochure présentant le libre accès aux professeurs et aux étudiants de l'Université de Sherbrooke.

Recommandation 2: Encourager les facultés à faire en sorte que soient déposés sur Savoirs UdeS les articles publiés par les professeurs.

Recommandation 3: Entamer un dialogue personnalisé avec les représentants de l'ensemble des facultés de l'Université de Sherbrooke pour établir la voie verte au libre accès.

Recommandation 4: Assurer la synergie des dépôts institutionnels des universités québécoises.

Recommandation 5: Assurer la défense des intérêts universitaires par un réseautage auprès des organismes subventionnaires.

Table des matières

Remerciements.....	III
Résumé.....	V
Liste des abréviations, sigles et acronymes.....	IX
1 Cadre théorique et opératoire.....	10
1.1 Introduction et problème général de recherche.....	10
1.2 L'émergence de modèles alternatifs.....	13
1.3 Revue de littérature et lacune analytique.....	14
1.4 Problème et question spécifique de recherche et hypothèse.....	17
1.5 Définitions des termes.....	18
1.6 Méthodologie.....	19
2 Entrevues avec les vice-doyens à la recherche.....	24
2.1 L'état de la situation à la Faculté de droit.....	24
2.2 L'état de la situation à la Faculté d'éducation.....	28
2.3 L'état de la situation à la Faculté d'éducation physique et sportive.....	30
2.4 L'état de la situation à la Faculté des lettres et sciences humaines.....	34
2.5 Synthèse des entrevues.....	36
3 Résultats de sondage.....	37
3.1 Présentation et analyse des résultats du sondage du corps professoral.....	37
3.1.1 L'analyse des correspondances multiples chez les professeurs.....	54
3.2 Présentation et analyse des résultats du sondage des étudiants.....	57
3.2.1 L'analyse des correspondances multiples chez les étudiants.....	67
4 Discussion.....	69
4.1 Limites de l'étude.....	69
4.2 Le libre accès, les droits et l'intérêt du chercheur.....	70
4.3 Élargir l'obligation de dépôt aux articles ?.....	71
4.4 Le libre accès et l'intérêt public.....	74
4.5 Le libre accès au pluriel : doit-on emprunter la voie verte et la voie dorée?.....	75
4.6 L'austérité: Une fenêtre d'opportunité pour agir?.....	78
5 Recommandations.....	79
5.1 Recommandation 1 : Mettre sur pied une séance d'information et une brochure présentant le libre accès aux professeurs et aux étudiants de l'Université de Sherbrooke.....	79
5.2 Recommandation 2: Encourager les facultés à faire en sorte que soient déposés sur Savoirs UdeS les articles publiés par les professeurs.....	80
5.3 Recommandation 3: Entamer un dialogue personnalisé avec les représentants de l'ensemble des facultés de Sherbrooke pour établir la voie verte au libre accès.....	81
5.4 Recommandation 4 :Assurer la synergie des dépôts institutionnels des universités québécoises.....	82
5.5 Recommandation 5: Assurer la défense des intérêts universitaires par un réseautage auprès des organismes subventionnaires.....	82
6 Annexes.....	83
6.1 Annexe I :Questionnaire vice-doyens.....	83
6.2 Annexe II :Questionnaire professeurs.....	85

6.3	Annexe III :Questionnaire étudiants.....	87
6.4	Annexe IV : Grille d'analyse des entrevues des vices-doyens.....	89
6.5	Annexe V :Graphique résultant de l'analyse des correspondances multiples des professeurs.....	91
6.6	Annexe VI :Graphique résultant de l'analyse des correspondances multiples des étudiants.....	92
6.7	Annexe VII :Tableaux des résultats de sondage auprès du corps professoral.....	93
6.8	Annexe VII :Tableaux des résultats de sondage auprès des étudiants.....	105
6.9	Annexe IX : Mandat de recherche du Service des bibliothèques et archives.....	113
7	Références bibliographiques.....	114

Table des tableaux

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 1.....	38
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 2.....	39
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 3.....	39
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 4.....	40
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 5.....	41
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 6.....	41
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 7.....	42
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 8.....	42
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 9.....	43
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 10.....	44
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 11.....	45
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 12.....	45
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 13.....	46
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 14.....	47
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 15.....	48
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 16.....	48
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 17.....	49
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 18.....	50
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 19.....	50
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 20.....	51
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 21.....	52
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 22.....	52
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 23.....	53
Extrait des résultats de sondage du corps professoral 24.....	53
Extrait des résultats de sondage des étudiants 1.....	58
Extrait des résultats de sondage des étudiants 2.....	59
Extrait des résultats de sondage des étudiants 3.....	59
Extrait des résultats de sondage des étudiants 4.....	60
Extrait des résultats de sondage des étudiants 5.....	61
Extrait des résultats de sondage des étudiants 6.....	62
Extrait des résultats de sondage des étudiants 7.....	62
Extrait des résultats de sondage des étudiants 8.....	63
Extrait des résultats de sondage des étudiants 9.....	63
Extrait des résultats de sondage des étudiants 10.....	64
Extrait des résultats de sondage des étudiants 11.....	64
Extrait des résultats de sondage des étudiants 12.....	65
Extrait des résultats de sondage des étudiants 13.....	65
Extrait des résultats de sondage des étudiants 14.....	66
Extrait des résultats de sondage des étudiants 15.....	66
Extrait des résultats de sondage des étudiants 16.....	67

Liste des abréviations, sigles et acronymes

La liste des sigles, acronymes et abréviations, dans l'ordre alphabétique, utilisés dans le mémoire ainsi que leur signification.

CUFE	Centre universitaire de formation en environnement et en développement durable
EBSI	École de bibliothéconomie et des sciences de l'information
ÉDUS	Éditions de l'Université de Sherbrooke
RABUS	Regroupement des archivistes et bibliothécaires de l'Université de Sherbrooke
SBA	Service des bibliothèques et archives
UQÀM	Université du Québec à Montréal

1 Cadre théorique et opératoire

1.1 Introduction et problème général de recherche

L'avènement des nouvelles technologies de l'information engendre de grands espoirs pour la recherche scientifique et entraîne de grands bouleversements socio-économiques. En effet, contre toute attente, Internet a causé bien des tracas à de nombreuses industries, mais n'a pas affecté le modèle de publication scientifique, raison principale de sa mise en place en 1991 par Tim Berners-Lee (Clarke 2010). Malgré tout, nous ne pouvons dire que ces technologies ont changé les habitudes de nombreux chercheurs universitaires. Si les chercheurs publient et lisent leurs articles plus fréquemment à l'aide de supports électroniques (Van Noorden 2014a), ils le font toujours selon le même modèle d'affaires qui prévalait naguère. Cet automatisme apparaît quelque peu paradoxal au sein d'institutions responsables du développement de la pensée critique et de l'innovation. Il s'agit en tout cas d'un bel exemple du débat entre l'agent et la structure.

Quoi qu'il en soit, il semble que l'industrie de l'édition scientifique bénéficie grandement de cette tradition conservatrice. Comme le rapporte Richard Van Noorden, journaliste pour la revue *Nature*, non seulement le prix nécessaire pour être publié a augmenté plus rapidement que l'inflation pour certains périodiques, mais de surcroît, les montants que doivent déboursier les bibliothèques de campus sont souvent confidentiels en vertu d'ententes signées avec l'éditeur. Rajoutons à cela que la charge monétaire qui incombe à l'éditeur n'est pas de notoriété publique (Van Noorden 2013, p.427), ce qui contribue à rendre la situation très peu transparente. L'augmentation spectaculaire des tarifs exigés par certains éditeurs est fulgurante. Pour Stéphanie Gagnon, directrice des collections des bibliothèques de l'Université de Montréal, cela s'explique par la conformation oligarchique du marché de l'édition scientifique, détenue majoritairement par cinq entreprises (Dumont 2014). Les coûts d'abonnement à certains périodiques renommés ont explosé dans les dernières décennies, comme l'ont démontré Panitch et Michalak (2005). À un tel point que cela prive maintenant les chercheurs d'un accès aux articles scientifiques de leurs pairs. L'Université de Montréal a en effet annoncé à l'hiver 2014 qu'elle annulait son abonnement aux périodiques de Wiley (elle conserve néanmoins l'accès aux périodiques qu'elle a acheté jusqu'à ce jour). De plus, les compressions budgétaires imposées aux universités québécoises dans une période d'austérité économique n'annoncent rien de bon pour la suite des choses.

L'emprise actuelle de l'industrie, compréhensible même si injustifiable à notre avis, avait raison d'être dans un monde où les ordinateurs étaient lents, peu adaptés à des périodes de lecture prolongées et dont l'utilisation se limitait à une caste d'initiés. Il était nécessaire de prendre des risques financiers importants en acceptant de publier un document. L'évolution technologique, de plus en plus rapide, invalide la nécessité de recourir à un modèle d'affaire semblable. Depuis déjà plusieurs années, les ordinateurs sont bien assez rapides et ergonomiques pour permettre une lecture plus confortable qu'à l'émergence du Web et la lecture en toutes circonstances devient conviviale grâce aux tablettes électroniques. Paradoxalement, on peut se demander si ce n'est pas le fait que ces évolutions furent graduelles – bien que relativement rapides- qui fait en sorte que le modèle de publication scientifique n'a pas été significativement chamboulé. Un peu comme si la communauté ne réalisait pas le plein potentiel de ces technologies combinées. L'accès à la recherche devient de plus en plus difficile, alors que c'est exactement le contraire qui devrait se produire. Conséquemment, il est devenu urgent de se pencher sur cette problématique.

La question du droit d'auteur est aussi importante. Le modèle de publication traditionnel fait en sorte que bien souvent, les auteurs qui désirent être publiés payent le journal qui publie leurs articles (alors que la révision par les pairs¹ est souvent effectuée de manière bénévole par les collègues de l'auteur). Certains éditeurs vont parfois jusqu'à priver les scientifiques de leurs droits d'auteurs (Peterson 2013), et en chargeant en plus un tarif à quiconque désirant lire l'article publié est en effet tout à l'avantage de ladite industrie. Également, la confusion règne souvent en ce sens que les chercheurs ne connaissent pas vraiment leurs droits concernant leurs publications une fois parues dans une revue appartenant à un grand éditeur. Plusieurs de ces grands éditeurs ont de plus procédé à une réappropriation du concept de libre accès (Springer Open Choice et Wiley OnlineOpen, notamment) qui nécessite un supplément important à payer, et ce, sans aucune assise légale. Il est donc un peu normal qu'une certaine frange de la communauté scientifique ait fini par croire que libre accès rime avec «dispendieux» et «complexe». Certains semblent aussi associer la révision par les pairs aux revues commerciales, alors qu'il est tout à fait envisageable que l'accès libre se dote des mêmes mécanismes de validation. Il demeure que comme bien souvent les recherches scientifiques sont effectuées avec des

1 Les expressions *révision par les pairs* et *évaluation par les pairs* sont utilisées comme synonymes dans le texte.

fonds publics, cela pose un problème éthique à savoir pourquoi les fruits de la recherche seraient entre les mains d'intérêts privés alors que la mise à la disponibilité du public en général n'est pas seulement possible, mais aussi souhaitable.

Peut-être en raison de ces abus, des modèles de publications alternatifs, déjà existants, mais relativement marginaux jusqu'ici, se font de plus en plus connaître. La demande pour les versions papiers des périodiques diminue, grâce à la possibilité de lire sur support électronique et des économies, en argent et en espace, réalisées par les bibliothèques. Par conséquent, la nécessité de recourir aux services d'un éditeur apparaît de plus en plus dépassée dans les milieux de recherche. Il faut aussi dire que, bien souvent, l'éditeur ne s'occupe pas des tâches essentielles à la production scientifique. Par exemple, la révision par les pairs s'effectue souvent par des collègues qui accomplissent le travail bénévolement. Des logiciels libres, comme Scribus, permettent aux chercheurs d'effectuer une mise en page d'allure professionnelle à leurs documents. D'un simple clic de souris, ce scientifique peut ensuite imprimer son document en format PDF, et ainsi, le partager au reste de la communauté de recherche. Des départements et des facultés peuvent mettre en place des mécanismes de révision, des plates-formes et des serveurs visant à échanger une information de qualité soutenue à prix moindre, mais aussi avec des droits d'accès beaucoup moins restrictifs: en effet, l'intérêt premier du chercheur étant d'être cité, il apparaît probable qu'une tarification à l'article, comme celle en vigueur dans plusieurs bases de données, décourage les chercheurs à déboursier pour accéder à un texte et les poussent à se rabattre sur d'autres lorsque possible.

De plus, tenant compte qu'un bon nombre d'institutions de recherche à travers le monde sont financées majoritairement à l'aide de fonds publics, il apparaît normal d'étendre le libre accès (et par conséquent, gratuit), non pas seulement à l'ensemble de la communauté de recherche, mais à l'ensemble des citoyens. Dans plusieurs disciplines scientifiques, des fonds publics défraient la majeure partie des coûts de la recherche et pourtant, les articles scientifiques produits ne sont souvent accessibles que via des banques de données privées qui s'approprient le contenu, parfois au détriment des droits de l'auteur. En conséquence de cela, des cadres législatifs ont été développés pour favoriser ce type d'accès, notamment aux États-Unis (*Federal Research Public Access Act of 2009*, pour ne mentionner que celui-là).

1.2 L'émergence de modèles alternatifs

Si, encore aujourd'hui, la publication et la consultation des publications semblent se poursuivre selon le modèle traditionnel de publication, des solutions de remplacement sont de plus en plus présentes. Même s'il semble établi que les chercheurs préfèrent publier dans les revues les plus prestigieuses possible afin de faire avancer leur carrière, les grandes revues sont en réalité de moins en moins consultées par leurs pairs. C'est la conclusion à laquelle arrivent Larivière et coll. dans leur étude de 2014. En autant que la qualité de la revue (qui dépend essentiellement de la qualité des manuscrits qui lui sont fournis, nous rappelle le professeur Larivière lors de la conférence du RABUS 2014) est démontrée, il semble qu'il soit préférable de publier en libre accès pour maximiser le facteur d'impact de l'article de l'auteur, comme l'expose Gargouri et coll. (2010, p.7).

Nous pouvons prétendre que cela nuit à la visibilité de l'auteur et de son article, puisqu'il devient plus difficile à consulter, et par ricochet, cela constitue un frein à la recherche, que ce soit en raison des délais engendrés (en raison de la difficulté à retrouver l'article dans les différents catalogues de revues concurrentes) que des coûts substantiels que doivent absorber les institutions de recherche ou les chercheurs eux-mêmes. Si les études tendant à démontrer qu'il n'est pas aisé d'associer libre accès à une augmentation du nombre de citations, le bassin de lecteurs, notamment d'universités de pays en voie de développement, augmente bel et bien (Evans et Reimer 2009, résumé de l'article). La mise en place des dépôts institutionnels s'avère donc une option intéressante à notre avis, et ce pour plusieurs raisons. Il s'agit premièrement d'une solution clé en main pour les chercheurs, qui ne nécessite pas de travail supplémentaire pour ceux-ci, contrairement au maintien d'un site personnel. Deuxièmement, le dépôt institutionnel porte la marque de l'université, ce qui représente un gage de qualité et qui permet d'assurer la scientificité de l'information. Troisièmement, il s'agit d'une option relativement centralisée et donc bien ancrée lorsque comparée aux pages personnelles des chercheurs, qui peuvent rapidement devenir un obstacle à la recherche rapide d'information. Quatrièmement, les dépôts institutionnels jouissent d'une indépendance face aux éditeurs privés qui peuvent augmenter les prix, et d'une relative indépendance intellectuelle du gouvernement (protection contre un contrôle trop centralisé qui pourrait censurer les universitaires). Ils pourraient aussi jouir d'une garantie financière de l'État ou d'une garantie juridique particulière qui assurerait leur pérennité. Les organismes ou les citoyens désirant produire une copie de sauvegarde de l'ensemble de ces archives devraient être légalement autorisés à le faire à notre avis.

1.3 Revue de littérature et lacune analytique

Comme nous l'avons dit, si des alternatives peuvent se mettre progressivement en place, il reste à savoir si le personnel des communautés de recherche est prêt à faire la transition. Le chercheur canadien Stevan Harnad, professeur au département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), est un spécialiste connu internationalement sur la question du libre accès. Il a notamment introduit les concepts de «voie verte» et de «voie dorée». Il s'agit de deux manières d'atteindre, selon lui, une situation de libre accès généralisé (Harnad et coll. 2004). La voie est dite verte lorsque le chercheur reçoit de la part de l'éditeur de son article (une revue qui n'est pas en libre accès) l'autorisation d'autoarchiver le fruit de ses recherches, par exemple, sur un blog personnel ou une plate-forme institutionnelle. La voie dorée, pour sa part, est lorsqu'un chercheur publie dans un journal en libre accès. La charge financière incombe à l'auteur ou à son institution plutôt qu'au lecteur. Plus récemment, les revues traditionnelles se sont quelque peu réappropriées le concept, en exigeant un large supplément pour octroyer le droit d'autoarchiver l'article. Ce modèle est quant à lui qualifié d'«hybride».

Kumiko Vézina, coordonnatrice des ressources électroniques à l'Université Concordia, a publié une étude en 2006 afin de documenter les opinions et habitudes des chercheurs québécois quant au libre accès aux articles scientifiques. Son étude a démontré que la majorité des chercheurs sont familiers avec le concept de libre accès à l'information scientifique. Si près du tiers de chercheurs québécois à l'époque avait publié dans un périodique en libre accès (voie dorée), seulement 2% des participants avaient autoarchivés leurs ouvrages scientifiques dans des archives ouvertes ou dans des dépôts institutionnels. Mme Vézina notait aussi que si la majorité des chercheurs se montraient intéressés par le concept de libre accès à l'information scientifique, ils manquaient d'information surtout en ce qui concerne leurs droits. Cette situation, comme nous allons le voir à travers les résultats de notre étude, n'a pas beaucoup changé depuis.

Il est vrai que la question de la propriété intellectuelle est souvent compliquée du fait de la collaboration internationale entre plusieurs chercheurs (dont les États opèrent en général dans des environnements légaux forts différents en la matière) ou par le fait qu'un auteur passe un accord pour la publication impliquant une cession des droits par contrat à l'éditeur, comme le rappelle Benabou (2010, p.99). Mais ce niveau de complexité n'est pas rencontré dans la majorité des articles publiés par les chercheurs. Comme il est noté en présentation du numéro 57 de la revue *Hermès*: «Les chercheurs se

retrouvent face à une injonction paradoxale : d'une part, éditer dans des revues de plus en plus cotées, étalonnées, hiérarchisées, mais payantes et privées; d'autre part, rendre public, diffuser au plus grand nombre, mettre en ligne le plus vite possible, librement et sans droit d'accès».

Mme Vézina fait aussi référence dans son étude des recherches de plusieurs autres chercheurs au niveau international. L'étude la plus citée à l'époque était celle de Swan et Brown sur les pratiques d'autoarchivage des auteurs au Royaume-Uni. D'autres chercheurs se sont aussi intéressés aux questions d'autoarchivage et de libre accès, notamment Allen (2005), Sale (2006), De Beer (2004), et plus près de chez nous, Hajjem (2005). Cette dernière recherche brossait un tableau spécifique, toutes disciplines confondues, de la situation à l'Université du Québec à Montréal, tandis que Vézina (2006) avait comme objectif de présenter un portrait global de la situation du libre accès dans les six plus grandes institutions universitaires du Québec dans un domaine particulier (Vézina 2006, p.4).

Tout comme la tendance n'est pas la même en sciences humaines que dans le domaine des sciences et techniques (Allen 2005 dans Vézina 2006, p.2), il nous apparaît raisonnable de croire que les différentes universités du Québec ne sont pas non plus au même niveau de connaissance et d'intérêts en ce qui concerne le libre accès. En gage de cette affirmation, notons que le dépôt institutionnel de l'Université de Montréal, Papyrus, est opérationnel depuis mars 2005 (Université de Montréal, 2013), alors que celui de l'Université de Sherbrooke ne l'est que depuis quelques mois seulement. De fait, l'Université de Sherbrooke est la dernière université de recherche au Canada à se doter d'un tel dépôt. La vocation initiale de Savoirs UdeS est de recueillir les mémoires et les thèses des étudiants, ceux-ci étant dorénavant forcés d'y déposer leurs travaux. Éventuellement, cette obligation pourrait s'étendre aux travaux des professeurs de l'Université de Sherbrooke.

En dépit des précédentes recherches sur la question de la publication en libre accès, la mise sur pied toute récente de Savoirs UdeS nous a poussés à nous intéresser à cette situation. C'est ce qui nous a poussés à approcher le Service des bibliothèques et archives de l'Université de Sherbrooke. Sophie St-Cyr, bibliothécaire de référence à la Bibliothèque des sciences humaines, nous a mis en contact avec les deux responsables de la mise en place de la plate-forme, Isabelle Lorrain, bibliothécaire et Bernard H. Jobin, bibliothécaire des systèmes. D'un commun accord, nous avons convenu qu'il serait intéressant d'effectuer un travail afin de sonder le personnel de différentes facultés sur les connaissances par rapport à la publication en libre accès. Cet travail nous permet donc non seulement de réaliser notre projet de fin d'étude sous forme d'essai, mais prend également la forme d'un mandat de recherche pour

le compte du Service des bibliothèques et archives de l'Université de Sherbrooke. Le mandat s'est déroulé en trois étapes. La première consistait en la rédaction d'une problématique sur le libre accès en général et sur l'utilisation des dépôts institutionnels au Québec et plus spécifiquement dans les Facultés d'éducation, d'administration, de droit et de lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. Par la suite, l'auteur s'est attelé à la collecte des données par les moyens d'entrevues et de sondages, tel que spécifié dans la section méthodologique (1.6). Enfin, la troisième étape se trouvait accomplie par la rédaction de ce rapport de recherche, comportant notamment des recommandations pour les décideurs du Service des bibliothèques et archives de l'Université de Sherbrooke. Le lecteur désireux de consulter la version originale du mandat de recherche pourra le faire en consultant une version numérisée se retrouvant en annexe IX.

Les mandataires bénéficient de cette aide extérieure en ce sens qu'ils pourront utiliser l'information récoltée pour faire un meilleur ciblage des facultés ou des départements dans lesquels les professeurs et les étudiants disposent de moins de connaissances ou démontrent un intérêt réduit pour le libre accès. Les informations que nous tenterons de recueillir auprès des chercheurs sondés devraient être en mesure d'apporter des réponses aux administrateurs de la plate-forme sur plusieurs enjeux concernant le libre accès. Il importe de souligner à quel point ce changement de paradigme au niveau de la publication scientifique dépend de plusieurs facteurs, dont plusieurs qui sont hors de contrôle de la volonté des chercheurs eux-mêmes (par exemple, la reconnaissance ou non-reconnaissance de certains modèles de publication par les organismes subventionnaires). De cette manière, les administrateurs de Savoirs UdeS pourront se concentrer à prendre les actions nécessaires afin de rendre plus attrayant le libre accès chez les chercheurs de l'Université de Sherbrooke.

Enfin, nous justifions aussi notre recherche par le fait que depuis les études de Hajjem et Vézina, des outils technologiques ont été développés, facilitant selon nous l'utilisation du libre accès. Rappelons que les tablettes électroniques, des vecteurs de lectures de plus en plus populaires et performants, ne se sont véritablement popularisées qu'après la sortie du premier modèle du iPad, au mois d'avril 2010. En résumé, nous avons donc sollicité ce mandat parce que nous savions que le libre accès est en enjeu d'actualité, mais aussi parce que nous avons été mis au courant que l'Université de Sherbrooke prenait du retard quant à cette problématique. Notre capacité d'agir étant cependant limitée, nous devons opérer une sélection sur les moyens à mettre en œuvre pour obtenir l'information que nous jugions la

plus pertinente. Comme nous allons le voir dans la prochaine section, le choix des facultés n'a pas été fait au hasard.

1.4 Problème et question spécifique de recherche et hypothèse

Afin de mieux connaître la réalité du terrain à l'Université de Sherbrooke, nous avons jugé opportun de mener des entrevues auprès des vices-doyens à la recherche, ainsi que des sondages auprès des professeurs et des étudiants aux cycles supérieurs des facultés suivantes: administration, droit, éducation, éducation physique et sportive, lettres et sciences humaines et théologie et études religieuses. Cette décision se justifie parce que les vices-doyens à la recherche devraient normalement être les personnes les mieux renseignées en ce qui concerne le libre accès. En plus de pouvoir nous donner des indices sur la situation des chercheurs, ceux-ci devraient pouvoir nous renseigner adéquatement sur les mécanismes détaillés quant à l'attribution des fonds de recherche et de leurs déterminants. Les facultés retenues ont été sélectionnées par consensus entre Mme Lorrain, M. Jobin, mon directeur de recherche, Hugo Loiseau, professeur à l'École de politique appliquée et moi-même. Essentiellement, notre choix se résume au fait que nous croyons qu'il existe une dynamique différente à la Faculté des sciences et à la Faculté de génie par rapport aux Facultés d'administration, de droit, d'éducation, d'éducation physique et sportive, de lettres et sciences humaines et de théologie et d'études religieuses. Cette différence est en partie due à la mise en place de modèles alternatifs de publication depuis plus longtemps. Par exemple, la plate-forme arXiv.org fait figure de pionnière en la matière.

À partir de cette sélection, nous avons élaboré un questionnaire qui nous permettra de répondre aux questions que nous avons en rapport aux niveaux de connaissance et d'intérêt de chercheurs des facultés concernées. Cela nous apparaît particulièrement important à cette heure, puisque nous avons bon espoir que les informations recueillies permettront au personnel de la plate-forme et aux instances concernées de prendre les mesures nécessaires afin de coordonner leurs efforts et de réfléchir à l'avenir du développement de Savoirs UdeS. Il va sans dire que cette prise de conscience pourrait entraîner éventuellement des réformes des modalités de financement reliées à la publication et une plus grande participation des chercheurs au dépôt institutionnel. À notre avis, cela ne pourrait que s'avérer bénéfique pour l'Université de Sherbrooke pour les diverses retombées que cela entraînerait, notamment financières. Nous espérons par ce travail, tracer un portrait de la situation actuelle, mais aussi conscientiser les chercheurs et les décideurs publics au fait qu'il existe des alternatives

économiquement sensées. Il serait par la suite intéressant de comparer les résultats obtenus avec d'autres universités québécoises, canadiennes ou même étrangères, afin de voir comment se situent les chercheurs d'ici face à leurs confrères d'ailleurs.

En résumé, la question de recherche principale est: «Quels sont les niveaux de connaissance et d'intérêt par rapport à la publication en libre accès dans les facultés retenues de l'Université Sherbrooke?» Notre hypothèse de recherche est que la publication en libre accès est une formule encore assez peu connue, mais que des obstacles en ce qui a trait au financement retiennent les chercheurs de s'engager avec plus d'intérêt dans cette avenue. Avant de poursuivre, il est cependant important de procéder à quelques clarifications terminologiques.

1.5 Définitions des termes

Naturellement, le libre accès fait appel à un vocabulaire qui lui est propre. Il importe de définir certaines expressions clés. Les définitions suivantes sont directement issues de l'étude de Kumiko Vézina (2006, p.13-14) :

La publication en libre accès existe lorsqu'un accès électronique gratuit, immédiat et permanent pour quiconque, à la version plein-texte d'articles de recherche dans Internet sans restriction quant au téléchargement, à la copie, à l'impression, à la distribution est disponible. Il peut s'agir d'articles en prépublication (avant révision par les pairs) ou en post-publication (après révision par les pairs).

L'auto-archivage se produit lorsqu'un auteur dépose la version plein-texte de ses propres travaux de recherche dans une archive ouverte électronique accessible à tous. Il peut s'agir d'articles en prépublication (avant révision par les pairs) ou en post-publication (après révision par les pairs).

Les dépôts et archives électroniques peuvent être en libre accès (ouvert) ou fermé (il faut être membre ou s'abonner pour y accéder). Voici des exemples de dépôts ou d'archives en ligne :

- Page Web personnelle
- Page Web de laboratoire départemental
- Archive disciplinaire (exemple : E-LIS Eprint Open Archive in Library and Information Science. Il s'agit d'une archive ouverte disciplinaire, en libre accès, dédiée à la bibliothéconomie et aux sciences de l'information <<http://eprints.rclis.org/>>)

- Dépôt institutionnel : une collection numérique de la production intellectuelle d'une université qui centralise, préserve et rend accessible les documents qui s'y retrouvent (exemple : Archimède de l'Université Laval : dépôt institutionnel ouvert (<http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/>)).

Maintenant que les termes associés à la recherche ont été définis, nous pouvons détailler les démarches que nous avons entreprises afin de mener à bien le mandat de recherche.

1.6 Méthodologie

Comme le lecteur pourrait s'en douter, la recherche a été conduite en deux étapes. La première étape a consisté à rencontrer les vices-doyens à la recherche des facultés concernées par l'étude pour une entrevue. Les entrevues ont été conduites durant les mois de juin et de juillet 2014, au gré des disponibilités des vices-doyens. Le vice-doyen à la recherche de la Faculté de théologie et études religieuses n'a pas été rencontré compte tenu du fait qu'il ignorait ce qu'était le libre accès et une rencontre avait été organisée avec le SBA. Pour éviter de contaminer les résultats de recherche, nous avons donc choisi de l'exclure du processus d'entrevue. La Faculté d'administration n'a, pour sa part, jamais donné suite à nos demandes d'entrevue. L'opinion de la direction facultaire nous aurait été précieuse étant donné le grand nombre d'étudiants aux cycles supérieurs inscrits à cette faculté.

Nos questionnaires ont été évalués et approuvés en vertu des normes de la recherche du comité éthique de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. En plus de subir une révision par les pairs de l'essai et notre directeur de recherche, nous avons soumis les questionnaires de sondage à la révision grâce à l'aide de notre cercle de contacts. Par la suite, nos entrevues ont été conduites durant les mois de juin et de juillet 2014.

En ce qui concerne la deuxième étape du projet, soit les sondages, rappelons que la population qui nous intéressait était les étudiants aux deuxième et troisième cycles des facultés que nous avons identifiées plus haut. La structure unique de chaque faculté, voire de chaque département, a engendré un certain nombre de questionnements méthodologiques et épistémologiques. Par exemple, la Faculté de théologie et études religieuses devait normalement figurer dans l'étude, suite à notre réflexion initiale (la même chose est arrivée avec la Faculté d'éducation physique et sportive). Cependant, cela soulevait la question suivante : que devons-nous faire avec un élément comme le CUFE (Centre

universitaire de formation en environnement et en développement durable), qui jouit d'un statut particulier? Bien qu'il s'agisse d'un organe autonome, il regroupe à lui seul, selon les statistiques issues du bureau de la registraire, plus d'étudiants que la Faculté de théologie et d'études religieuses et presque autant que la Faculté de droit, en ce qui concerne le nombre d'inscriptions aux cycles supérieurs. Nous aurions pu faire le choix de retirer le CUFE sous prétexte qu'il s'agit d'un centre à vocation plus appliquée et qu'il était possible qu'un moins grand nombre d'étudiants suivaient un cursus de type recherche. Si tel avait été notre choix, il nous aurait fallu retirer tous les étudiants qui ne suivaient pas un profil de recherche à la grandeur de toutes les facultés. Ce choix nous paraissait draconien, considérant qu'il nous aurait nous-mêmes théoriquement disqualifié du bassin des sondés. Nous avons donc simplement retiré le CUFE, car il n'intégrait pas une structure facultaire. Ce choix nous évitait aussi d'avoir à inclure une dizaine d'autres *Regroupements voués à l'enseignement et à la recherche*. Notre choix a donc été guidé par une volonté de clarté et un désir de sonder une population d'abord et avant tout universitaire au sens premier du terme.

Afin de pouvoir mieux évaluer l'échantillon, nous avons besoin d'avoir quelques renseignements par rapport au nombre d'étudiants inscrits aux cycles supérieurs dans les facultés retenues. Toujours selon le bureau de la registraire, il y avait, à l'automne 2014, 7765 étudiants aux cycles supérieurs dans les facultés qui nous concernent. De ce nombre :

- 2991 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté d'éducation
- 2257 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté d'administration
- 1221 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté de lettres et sciences humaines
- 403 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté de droit
- 119 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté de théologie et études religieuses et
- 76 étudiants inscrits aux cycles supérieurs à la Faculté d'éducation physique et sportive

Une fois cette population établie, la Section statistique et données étudiantes de l'Université de Sherbrooke a procédé à un échantillonnage aléatoire de cette population, comprenant 1000 personnes, et nous a remis cette liste d'envoi personnalisée, que nous avons distribuée via le compte de messagerie de l'université. La participation au sondage était évidemment non obligatoire.

Durant le mois de septembre, période durant laquelle les réponses de sondage nous étaient

acheminées, nous avons calculé le seuil de répondant nécessaire pour s'assurer de la validité de notre échantillon probabiliste. Nous avons donc un échantillon de 1000 étudiants sur une population de plus de 7700 étudiants, ce qui permettait de qualifier notre population de *petite population* en terme statistique. Par conséquent, nous avons dû appliquer un facteur de correction à la taille de notre échantillon (Marien et Beaud 2003, p.10).

Pour obtenir une marge d'erreur de 5%, il est établi qu'il faut un échantillon minimum de 400 répondants, en vertu de la formule suivante :

$$n = 1/005^2; n = 1/00,25; n = 400$$

Où n = l'échantillon corrigé

N = la taille de la population

n = la taille de l'échantillon

En vertu de ce calcul, la taille de l'échantillon corrigé doit s'élever à environ 380 répondants. Malheureusement, notre taux de réponse, frôle le 10%, avec seulement 99 répondants. Ces répondants se subdivisent de telle manière :

- 37 étudiants sondés à la Faculté d'éducation, soit 1,24% de la population
- 18 étudiants sondés à la Faculté d'administration, soit 0,79% de la population
- 31 étudiants sondés à la Faculté de lettres et de sciences humaines, soit 2,54% de la population
- 8 étudiants sondés à la Faculté de droit, soit 1,99% de la population
- Aucun étudiant sondé à la Faculté de théologie et études religieuses
- 5 étudiants sondés à la Faculté d'éducation physique et sportive, soit 6,58% de la population

Cela revient à dire que l'échantillon ne peut pas être considéré comme étant probabiliste. Cela ne met pas la validité de l'étude en péril pour autant, étant donné que nous nous attendions à ce que les gens qui participent à l'étude aient une disposition à le faire. Il est probable que la plupart des étudiants (la même remarque vaut pour les professeurs) aient décidé de participer au sondage pour des raisons de valorisation de la recherche ou d'intérêt envers la question du libre accès. C'est là un biais inévitable si

l'on accepte le droit de refuser de participer à l'étude de la part des répondants. À ce sujet, Gaxie et Lehingue (1984, p.9) ont déjà déclaré qu'«à la condition qu'elles soient connues et reconnues, «les impuretés» de l'échantillon collecté n'oblitérent pas d'emblée l'analyse, mais au contraire l'enrichissent». Aussi, nous avons distribué la version du sondage au corps professoral à travers les listes de professeurs obtenues de la part des ressources humaines, avec la permission des facultés. Nous n'avons pas réussi à obtenir l'autorisation de la Faculté des lettres et sciences humaines, malgré l'autorisation accordée à notre projet par le comité d'éthique à la recherche de la Faculté des lettres et sciences humaines, ce qui nous a obligé à envoyer notre demande de manière différée. Ce faisant, il est possible que notre sollicitation par courriel ait moins capté l'attention des professeurs de la faculté. D'un autre côté, plusieurs professeurs issus de l'École de politique appliquée ont participé. Nous considérons probable donc qu'il y a eu surreprésentation de quelques départements et sous-représentation de l'ensemble des autres. En tout et pour tout, 67 professeurs ont accepté de participer au sondage. De ce nombre, 31 professeurs sont issus de la Faculté d'administration, 16 sont de la Faculté d'éducation, 15 de la Faculté des lettres et sciences humaines et 5 proviennent de la Faculté de droit. Aucun professeur de la Faculté d'éducation physique et sportive n'a participé et un seul professeur de la Faculté de théologie et études religieuses. Pour des raisons méthodologiques évidentes, nous avons dû, avec regret, retirer de l'étude ce professeur. Selon les sites Internet de chaque faculté, le corps professoral est constitué d'environ 95 professeurs en administration, une centaine de professeurs à la Faculté d'éducation (plus une dizaine de professeurs associés) et 41 professeurs en droit. La Faculté des lettres et sciences humaines présente une liste conjointe de ses professeurs et de ses chargés de cours, ce qui représente un total d'environ 140 personnes. On peut donc estimer encore une fois que le nombre de professeurs (toutes catégories confondues) doit être d'environ 75-100 professeurs. Pour leurs parts, la Faculté d'éducation physique et sportive et la Faculté de théologie et études religieuses comptent environ une vingtaine de professeurs chacune.

Nous pouvons donc affirmer que la représentativité du corps professoral, à l'exception des deux dernières facultés mentionnées, est relativement importante. Nous obtenons des taux de réponse approximatifs de 30% pour la Faculté d'administration, entre 15 et 20% à la Faculté des lettres et sciences humaines, 16% à la Faculté d'éducation et 12% à la Faculté de droit. Il n'est pas possible d'obtenir une image plus nette du nombre de professeurs, car certaines des facultés présentent une liste des professeurs amalgamée avec la liste des chargés de cours. Il est cependant possible pour le lecteur

de vérifier ces informations en consultant la section du personnel de chaque faculté sur le site Internet de l'Université de Sherbrooke. Enfin, même si nous avons exigé lors de l'envoi des demandes de participation à ce que seuls les professeurs prennent part à l'enquête, il ne nous est pas possible de savoir si des chargés de cours l'ont fait par mégarde. Cette situation diffère de celle des étudiants, étant donné que nous avons obtenu des listes personnalisées dans leurs cas.

De toute manière, le sondage demeure à notre avis éclairant, car comme nous allons le voir lors de la présentation des résultats du sondage et l'analyse subséquente, si les participants peuvent être décrits comme les gens les plus intéressés par le libre accès, les résultats sur les niveaux de connaissance sont relativement faibles malgré tout. Il est enfin pertinent d'ajouter que si nous fournissons une version des questions de sondage en annexe, nous avons administré le sondage à l'aide d'un outil informatique en ligne dont le nom est Simple Sondage. Cet outil est destiné à un usage commercial, mais il est possible de l'utiliser sans frais dans le cadre d'un projet de recherche étudiant, en respectant certaines conditions. Nous avons par la suite opéré quelques opérations statistiques à l'aide du logiciel R, ce qui nous permettra de présenter une section d'analyse des correspondances multiples. Essentiellement, cette opération permet de prendre en compte simultanément toutes les caractéristiques de tous les participants et de les illustrer graphiquement sur deux axes. Chacun de ces axes représente un amalgame des différentes variables parmi les plus importantes. Cette importance est calculée en fonction de la différenciation qu'elle permet de faire entre les individus. Par exemple, si à une question x , la moitié des répondants disent oui et l'autre non, les individus se retrouveront polarisés sur le graphique. Après avoir examiné les différentes variables, nous pouvons dire que les individus qui se retrouvent dans un amas (nous avons employé le terme nébuleuse) ont des caractéristiques proches en termes de réponses alors que ceux qui se présentent à différentes extrémités du graphique présentent des profils opposés. Notons malgré tout que nous ne présenterons que les deux premières dimensions (les dimensions sont un rassemblement de variables qui se regroupent sur un axe), qui explique environ 20% de l'ensemble du phénomène. Un phénomène sociologique tel que celui que nous étudions peut aisément comporter plus de cinquante dimensions. En gardant cette perspective en tête, nous évitons de commettre l'erreur de sursimplifier une situation complexe. La détermination de certains profils pourra être importante dans la stratégie subséquente des questionnaires de Savoirs UdeS, à savoir quelles facultés cibler, et sur quel enjeu plus précis. Si certaines des recommandations de ce mandat de recherche sont retenues, les responsables comprendront qu'il importe d'éviter les stéréotypes, malgré les

profils différents de chaque faculté, car si ces stéréotypes rendent plus facile l'interprétation de la réalité, ils peuvent aussi aisément la brouiller. Pour faciliter la lecture des prochaines sections, veuillez prendre en note que les annexes I, II et III contiennent les questions posées aux vice-doyens, aux professeurs et aux étudiants. Sans plus tarder, poursuivons donc avec la présentation des résultats d'entrevues.

2 Entrevues avec les vice-doyens à la recherche

D'entrée de jeu, nous devons indiquer qu'il n'a pas été possible de mener deux des six entrevues qui étaient initialement planifiées. La première entrevue a dû être annulée, pour des raisons méthodologiques, en raison du risque de contaminer l'échantillon. En effet, le vice-doyen à la recherche de la Faculté de théologie et études religieuses n'était pas du tout familier avec le concept du libre accès et le SBA s'est proposé de le rencontrer afin d'en discuter avec lui. De ce point de vue, il s'agit d'un gain de connaissance pour cette Faculté, ce qui était un des objectifs initiaux de l'étude. L'entrevue avec le vice-doyen à la recherche de la Faculté d'administration n'a pas pu avoir lieu, la Faculté ne retournant aucune de nos communications. Étant donné qu'il s'agit ici de l'une de plus importantes facultés concernant les cycles supérieurs, cela ne peut faire autrement qu'affecter la validité de l'étude. Veuillez prendre note que se retrouve une grille d'analyse des entrevues en annexe IV pour faciliter la comparaison des réponses fournies par les vice-doyens concernant les situations qui prévalent dans chacune des facultés traitées dans le cadre du travail.

2.1 *L'état de la situation à la Faculté de droit*

L'entrevue menée avec Mathieu Devinat, professeur titulaire et vice-doyen à la recherche de la Faculté de droit, a été menée dans un contexte bien particulier, en ce sens que M. Devinat revenait tout juste d'un congé sabbatique. Il n'était donc pas au courant du déploiement de la plate-forme Savoirs UdeS, bien qu'il était familier avec le concept de libre accès.

En réponse à notre première question, M. Devinat a indiqué que, outre les avantages de l'accessibilité, de la disponibilité et de l'augmentation des citations qu'on peut attribuer au libre accès, des raisons rattachées à l'intérêt public méritaient d'être invoquées. En effet, étant donné que des sommes provenant de fonds public sont injectées dans le système d'éducation québécois, il est normal,

selon lui, que l'accessibilité ne soit pas limitée au personnel et aux étudiants de l'Université.

Le vice-doyen nous informe que la Faculté de droit n'encourage ni ne décourage à publier en libre accès. Elle ne dispose dans les faits d'aucune politique à l'égard des moyens de diffusion de la production scientifique qu'elle produit entre ses murs. Il n'y a donc aucune obligation ni aucune imposition selon une approche descendante de la faculté forçant la main des chercheurs. La faculté est au final dans une situation de laisser-faire total selon les mots du vice-doyen. Du même souffle, le vice-doyen ajoute que cela s'explique notamment par le fait qu'il n'existe pas une hiérarchie à la Faculté de droit entre les différents supports de publication, nonobstant la revue avec le comité de lecture, qui est valorisé. Le vice-doyen note que bien que le libre accès puisse produire une littérature scientifique de haute qualité, les organismes subventionnaires ne considèrent pas à leur juste mesure ces moyens et par conséquent, l'auteur et ses travaux ne sont pas valorisés à leur juste mesure.

Le milieu juridique lui-même ne connaît pas en ce moment un engouement pour le libre accès, rappelle le vice-doyen, même si certains auteurs diffusent systématiquement en libre accès. Cette distribution en libre accès n'aurait cependant pas d'impact immédiat, au même titre que le fait de publier dans une revue plus prestigieuse. Même si les textes de loi sont rendus publics, cela n'affecterait pas les habitudes des chercheurs, car au-delà de la jurisprudence existante, les travaux des professeurs et des chercheurs se trouvent bien souvent dans un autre ordre d'idée, à savoir plus théorique, autant exploratoire qu'historique. Le vice-doyen rappelle avec justesse que ce n'est pas parce que le public a un «droit d'accès» à l'histoire, que les travaux des historiens se doivent d'être disponibles gratuitement. Le vice-doyen indique que certains travaux ont une utilité pour le milieu professionnel, qui en retire des bénéfices. C'est dans l'ordre des choses que ce même milieu professionnel contribue au financement de cette recherche en achetant l'accès aux travaux à des maisons d'édition privées.

Le système de publication privée et donc fermé conserve une logique, car une partie du public auquel les publications sont destinées est constituée de professionnels qui tirent un bénéfice économique substantiel de l'utilisation des travaux produits. Dans ces circonstances, il serait injuste de faire payer le grand public pour assurer un accès qui est principalement, pour ne pas dire essentiellement utile à des gens qui en dégagent un bénéfice important. Pour le vice-doyen, il existe trois catégories de public qui sont concernées par les publications de la faculté: un public de professionnels,

qui disposent comme nous l'avons dit de ressources financières importantes. Un public universitaire, qui dispose pour sa part de peu de ressources et qui est celui dont l'intérêt pour le libre accès est le plus grand et enfin, un public de non-juristes pour qui les travaux présentent parfois un certain intérêt, mais très rarement. Certains chercheurs de la Faculté de droit sont sensibilisés au libre accès, selon le vice-doyen, en vertu des raisons qu'il a évoquées en début d'entrevue (accessibilité, disponibilité et raisons d'intérêt public).

Durant l'entrevue, le vice-doyen fait référence à un article qu'il a lu récemment dans le périodique *University Affairs*, dans lequel était dénoncé le fait que l'État, en vertu du modèle traditionnel de publication, se trouvait à financer des entreprises qui payaient à leur tour très mal les chercheurs pour certaines tâches en ce qui concerne l'édition et demandaient en plus des fonds à l'université pour les abonnements à la littérature qui était produite par ses propres chercheurs. Plusieurs revues jouissent donc de cette manière d'une rémunération multiple qui prive les chercheurs et les universités de sommes considérables, ce qui les place dans des situations financières de plus en plus inconfortables. Les outils de recherche et d'indexation appartiennent aux maisons d'édition privées, qui garantissent l'accès aux universités sur une période de temps fixe, et qui disposent d'un monopole sur l'accès aux données qu'ils contiennent. Les universités et les chercheurs sont donc «carrément «pris en otages et la situation est malsaine», selon les mots du vice-doyen.

Tout comme le fait que la faculté n'encourage ni ne décourage la publication en libre accès, elle n'effectue pas non plus de pédagogie sur la question du libre accès. Il n'y a pas de réflexion ni de prise de conscience sur l'enjeu au moment de l'entrevue.

Selon l'avis du vice-doyen, les chercheurs de la faculté n'ont pas l'habitude de publier en libre accès jusqu'alors. Le vice-doyen utilise l'image du homard dans l'eau qui bouille doucement pour indiquer qu'il devient urgent d'agir, mais qu'aucune action n'est entreprise. Il note aussi que ce n'est pas seulement l'université qui est en cause, car elle est prisonnière des cadres existants des modèles de validation de recherche (organismes subventionnaires, palmarès, etc.). Si l'université va de l'avant trop rapidement, elle s'isolera du reste de la communauté de recherche. Le vice-doyen fait aussi remarquer que plusieurs revues bidons sollicitent la faculté et le chercheur doit prendre le temps de s'assurer de la qualité, ce qui représente un effort en terme de temps non négligeable.

Le vice-doyen rappelle qu'il existe relativement peu de pression quant au nombre d'articles exigés

par les chercheurs en droit du Québec, contrairement aux chercheurs des Pays-Bas (où le vice-doyen a séjourné durant son congé sabbatique), qui doivent obligatoirement pondre de trois à cinq articles par année sous peine d'être pénalisés. Elsevier, la grande maison d'édition néerlandaise-britannique, joue peut-être un rôle dans cette situation, puisqu'apparemment, cette pression est absente en France. Elle se rencontre cependant dans d'autres pays européens, comme au Royaume-Uni, ce qui laisse penser que d'autres facteurs sont en jeu en ce qui a trait à la pression de publier. Le vice-doyen indique que cette pression est très certainement rattachée au classement des universités, qui découle du classement bibliométrique. Ce sont les institutions européennes qui ont mis cette réglementation en place et même si un lobbyisme subtil s'est peut-être effectué, il serait difficile de l'exposer.

Le vice-doyen n'était pas au courant de l'existence de la plate-forme Savoirs UdeS, puisqu'il était justement en sabbatique au moment de la mise en place de la plate-forme. Si le vice-doyen est en accord avec le concept, il rappelle néanmoins que l'éditeur doit être en faveur de cette démarche. Il souligne publier lui-même en libre accès systématiquement, lorsque cela est possible. Soulignons que la question du droit des chercheurs à l'auto-archivage est importante et a déjà été examinée à de nombreuses reprises par d'autres chercheurs, notamment Kumiko Vézina et Vincent Larivière.

Les propriétaires des outils de recherche (tels que Law Online) peuvent se permettre d'augmenter très rapidement les coûts de leur abonnement auprès des universités, car même si l'accès papier est encore largement disponible pour ces écrits, il n'y a pas de compétition pour les versions numérisées ce qui assure la distribution quasi monopolistique. Les universités sont donc rapidement poussées vers le point de rupture, moment critique où elles ne pourront plus se permettre l'accès. Le vice-doyen indique qu'une porte de sortie pourrait être un effort national de numérisation, comparable à des initiatives déjà entreprises ailleurs, en faisant référence notamment au projet Gutenberg et à Gallica.

Le vice-doyen, lorsque questionné sur la pédagogie effectuée par le SBA, indique qu'à sa connaissance, il n'y en a pas eu. D'autre part, il est d'avis que le niveau d'importance à accorder à la plate-forme Savoirs UdeS est prioritaire et il devient urgent que la littérature produite par les étudiants y soit archivée de manière systématique. En ce qui concerne les articles produits par les professeurs, le vice-doyen note que les convictions personnelles doivent primer chez les chercheurs et que le libre accès ne doit pas être systématique, si cela n'est pas favorable pour l'intérêt personnel du chercheur.

Le SBA est probablement le bon partenaire pour aller de l'avant de l'avis du vice-doyen, mais il

craint qu'un manque de ressources ne survienne pour aller au-delà des objectifs initiaux de la plateforme. De plus, le vice-doyen serait prêt à déposer tous ses travaux sur le site Savoirs UdeS, avec la permission de ses éditeurs. Malgré cette volonté, il demeure selon lui que Savoirs UdeS n'est pas un instrument de valorisation de la recherche, et tant que cette situation perdura (en l'absence d'un comité de révision), son développement sera limité à recevoir des travaux étudiants. C'est ce qui sépare, toujours selon lui un fonds documentaire d'un mode de diffusion contrôlé.

2.2 L'état de la situation à la Faculté d'éducation

Le vice-doyen à la recherche de la Faculté d'éducation, le professeur Jean-Pascal Lemelin, a entendu parler de libre accès, mais c'est très récent dans les dix- douze derniers mois seulement. L'arrivée de cette tendance est cependant quelque peu différente de ce qu'on peut observer dans d'autres facultés. En effet, à la Faculté d'éducation, le libre accès est une initiative principalement mise de l'avant par certains éditeurs, notamment Sage Open², mais à travers le projet des Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS). À titre personnel, l'information concernant le libre accès est parvenue au vice-doyen par l'intermédiaire de personnes, de courriels ou d'instances avec qui il est en contact de par ses fonctions professionnelles.

Le vice-doyen considère le libre accès comme étant une méthode permettant d'accéder à l'information rapidement, largement et à faible coût. Un autre avantage qu'il retient est que la nature moins spécialisée de certaines revues (notamment SAGE Open ou autres mégarevues) permet à des résultats de recherche d'être diffusé lorsque leur nature, parfois généraliste, les empêche d'être publiés dans des revues traditionnelles.

Le vice-doyen note que la faculté n'encourage pas, du moins pas encore, de manière systématique les chercheurs de la faculté à publier en libre accès. Indirectement, la faculté fait parvenir des invitations concernant le libre accès sous forme de courriels à sa communauté de chercheurs, mais cela n'est pas fait de manière systématique. Dans les prochains mois, le vice-doyen indique que la faculté compte mettre en place une politique plus structurée à cet effet. Pour l'instant, le vice-doyen reconnaît

2 *Sage Open* est un *Mega Journal* (mégarevue) en libre accès, le premier du genre qui se spécialise sur les sciences sociales. Les mégarevues, bien qu'ayant fait la démonstration d'être viable financièrement, ont parfois mauvaise presse, car certaines revues ne sont pas transparentes en ce qui concerne leur mode de financement. La section 4.3 de notre travail contient plus de détails par rapport aux défis que doivent affronter ces nouvelles revues et à certaines pistes de solutions qui ont été apportées.

qu'il existe une part d'inconnu dans le libre accès et que certaines appréhensions sont formulées, notamment en ce qui a trait à la qualité de certaines revues. Malgré tout, l'intérêt demeure présent.

Certains chercheurs de la faculté font montre d'un intérêt, mais le vice-doyen reconnaît que la variabilité est grande. À la connaissance du vice-doyen, certains chercheurs ont publié dans SAGE Open, alors que d'autres adoptent une attitude beaucoup plus circonspecte. Le vice-doyen semble indiquer que lorsqu'une plate-forme éprouvée sera mise en opération (ce qui pourrait, à notre perception, être Savoirs UdeS), les appréhensions disparaîtront progressivement. Si certains chercheurs ont publié en libre accès, il demeure qu'ils sont à l'heure actuelle très minoritaires.

Le vice-doyen ouvre une parenthèse sur le fonctionnement de SAGE Open, à savoir qu'il en coûte normalement une centaine de dollars pour couvrir les frais d'acceptation d'un article. De plus, l'accès à la littérature scientifique hébergée est libre et entièrement gratuit et il est même possible de commenter sur les articles déposés, de manière à alimenter la discussion entre chercheurs.

Le vice-doyen mentionne aussi que d'autres formats de contenu d'intérêt scientifique font l'objet de discussion au sein de la faculté. Des collègues du vice-doyen sont notamment en contact avec les Éditions de l'Université de Sherbrooke afin de publier des actes de colloque qui auront lieu à l'été 2015.

Le vice-doyen était au courant de l'existence de Savoirs UdeS parce qu'il a lui-même contribué à la mise en place du dépôt institutionnel dans sa faculté. Jusqu'à maintenant, le vice-doyen qualifie son appréciation personnelle de la plate-forme d'excellente et qu'il n'a pas entendu de plainte par rapport à son fonctionnement.

Le prédécesseur au poste de vice-doyen à la recherche avait reçu une sollicitation de la part du SBA à collaborer à la mise en place de la plate-forme Savoirs UdeS en juin 2013. Lorsque le vice-doyen actuel est arrivé à son poste à l'hiver 2014, il a reçu une nouvelle invitation signalant que le SBA était prêt à ce moment à aller de l'avant avec la Faculté d'éducation. À ce moment, le vice-doyen a pris connaissance du dossier et le projet a été mené à bien depuis en ce qui concerne le déploiement de la plate-forme. Le vice-doyen a compris que c'était une demande institutionnelle, donc qu'il ne s'agissait pas d'un choix, mais cela n'entraînait pas de problèmes et s'inscrivait de toute manière dans le virage numérique que prend la société dans son ensemble, nous faisait-il remarquer.

Malgré tout, le vice-doyen ne considère pas le libre accès comme étant la priorité numéro un sur

laquelle doivent se pencher les différents décanats, notamment en contexte de compression budgétaire, mais il demeure que c'est une question qui est dans l'air du temps et qui exige une réponse, car à défaut d'être traitée convenablement, cette situation pourrait affecter la réputation de l'Université de Sherbrooke.

Lorsque questionné à savoir si le SBA était le partenaire tout désigné pour mener au libre accès, le vice-doyen souligne que selon lui, tout s'est très bien déroulé lors de la mise en place de la plate-forme. Le vice-doyen note qu'à la lecture de la situation qu'il en fait, toutes les facultés et tous les aspects de la recherche étant concernés, il est de bon augure qu'un outil centralisé et uniformisé comme Savoir UdeS existe, plutôt que d'obliger les chercheurs à déposer sur leur propre site (voie verte) de manière décentralisée.

Le vice-doyen serait aussi d'accord pour déposer ses propres publications. Plus précisément, il se montre très favorable au libre accès en autant que cela ne pose pas trop de restrictions par rapport au système actuel à partir des lectures qu'il a faites sur le sujet avant notre entrevue, mais admet qu'il lui manque encore un peu d'information pour répondre avec pleine assurance à la question.

Enfin, à savoir si le vice-doyen trouverait avantageux de voir émerger une meta-plateforme entre les universités canadiennes ou québécoises, celui-ci indique qu'il s'agit d'un calcul coûts-bénéfices: si cela avantage les chercheurs sans entraîner des coûts importants, ceux-ci seraient bien malheureux de ne pas suivre cette voie.

2.3 *L'état de la situation à la Faculté d'éducation physique et sportive*

Lorsque questionnée à savoir si elle avait déjà entendu parler du libre accès à la recherche scientifique, Isabelle J. Dionne, vice-doyenne³ à la recherche et professeure titulaire à la Faculté d'éducation physique et sportive (qui porte désormais le nom de Faculté des sciences de l'activité physique) a répondu oui. Puis, à savoir s'il existe selon elle des avantages à cette méthode, la vice-doyenne répond d'abord qu'elle a la compréhension suivante du libre accès : qu'il permet de rejoindre le plus grand nombre de lecteurs, ce qui comprend aussi les gens qui n'ont pas accès aux écrits scientifiques. Elle précise que c'est là le principal avantage qui est relevé par les gens qui font la promotion de libre accès. Elle avoue d'entrée de jeu ne pas être entièrement convaincue de la capacité

3 Mme Dionne est depuis doyenne de faculté.

du libre accès à améliorer le taux de pénétration de la littérature scientifique auprès d'une population qui n'est pas en mesure de comprendre et qui n'en a pas nécessairement le désir de consulter de la littérature scientifique non vulgarisée. Selon elle, le coût plus élevé pour les chercheurs du libre accès (lorsqu'ils doivent payer de leurs poches pour publier en libre accès), vient remettre en question la pertinence de cette approche et surtout, porte à se demander qui sont les acteurs qui profiteraient réellement de cette approche différente.

La vice-doyenne indique que la faculté encourage la publication en libre accès, d'autant plus que c'est une exigence de plus en plus souvent mise de l'avant par l'Université et par les organismes subventionnaires. Cet encouragement, qui peut prendre la forme d'un soutien financier, est fait dans la mesure du possible, car considérant les coûts qui sont associés selon elle par le libre accès, cela n'est pas toujours une possibilité pour le chercheur. La vice-doyenne reconnaît que le mouvement se produit essentiellement selon l'approche descendante, c'est-à-dire réclamée essentiellement par les organismes subventionnaires. L'Université essaie donc de se conformer aux exigences des organismes, en supportant le fardeau financier qui est imposé aux chercheurs. La vice-doyenne est d'avis que la majorité des chercheurs de sa faculté sont sensibilisés à l'importance du libre accès, étant donné que cette question a été abordée en assemblée facultaire. Cependant, la question n'est devenue un enjeu important à l'Université qu'assez récemment, puisqu'elle n'a été abordée que durant la dernière année.

Au final, la décision concernant le modèle de publication à employer revient aux chercheurs: en fonction de leur bon vouloir et de leur capacité. La vice-doyenne nous fait remarquer que la culture à la faculté est particulière du fait que ses chercheurs proviennent de multiples horizons : en sciences humaines, en éducation et en sciences fondamentales. Il est donc possible que certains soient plus enclins que d'autres en fonction de ce paramètre à favoriser le libre accès. Elle n'est cependant pas en mesure de quantifier approximativement le nombre de chercheurs ou le nombre de publications en libre accès qui émane de sa faculté.

La vice-doyenne était au courant de l'existence d'un dépôt institutionnel à l'Université de Sherbrooke. Mais elle indique que cette connaissance est récente, n'en ayant entendu parler au Conseil de la recherche seulement dans les premiers mois de l'année 2014.

La vice-doyenne indique qu'étant donné qu'elle n'a pas eu à interagir avec Savoirs UdeS, il lui est impossible de qualifier son appréciation de la plate-forme, d'autant plus que Savoirs UdeS ne concerne,

du moins pour l'instant, que les productions de fin d'études. Elle est d'avis que cette visibilité accrue aux travaux des étudiants est un avantage pour l'institution dans son ensemble. Par la suite, tout dépendra selon elle de savoir ce que l'Université envisage de faire avec cette plate-forme. Mais pour l'instant, si le produit final est équivalent à l'ébauche qui lui avait été présentée, Savoirs UdeS sera certainement une bonne chose pour l'Université et les étudiants.

La vice-doyenne a paru surprise que nous soulevions la possibilité que des plaintes puissent être formulées envers Savoirs UdeS en ce qui a trait à la question du droit d'auteur. Elle dit n'avoir eu aucune plainte et indique n'avoir aucune crainte d'en avoir non plus. Elle indique que s'il est important d'éduquer les étudiants à la question du droit d'auteur, il est encore plus important qu'ils comprennent que le but d'une publication, ne serait-ce qu'un mémoire ou une thèse, est de pouvoir être disséminé largement pour avoir le grand impact possible.

À savoir si le SBA a fait de la pédagogie auprès de la faculté en ce qui concerne le libre accès ou la plate-forme Savoirs UdeS, la vice-doyenne indique que des représentants de celui-ci étaient présents lors du conseil de la recherche et ceux-ci ont présenté la plate-forme Savoirs UdeS à la vice-doyenne, ainsi qu'aux autres vice-doyens. La vice-doyenne rappelle que même si les chercheurs de la faculté doivent dans la mesure du possible se conformer aux exigences des organismes subventionnaires, elle reconnaît que la plus grande visibilité associée aux publications de l'Université de Sherbrooke est un incitatif de taille pour les chercheurs à publier en libre accès.

Selon la vice-doyenne, la priorité que l'Université devrait accorder à Savoirs UdeS en ce qui concerne le libre accès aux thèses est grande, car elle a l'impression que l'Université de Sherbrooke se retrouve derrière la plupart des autres institutions, mais elle croit aussi que cette lacune est en voie d'être réglée. En ce qui concerne le libre accès aux articles et aux publications scientifiques, la vice-doyenne indique qu'à un certain moment, il faudra que l'Université, à l'issue d'une période de réflexion, prenne position en ce qui concerne les « facteurs extérieurs ». Il faut, selon elle, trouver les moyens de pouvoir permettre aux chercheurs de publier en libre accès. Elle indique qu'il faut entreprendre cette réflexion conjointement avec les organismes externes pour déterminer s'il est normal qu'il soit devenu aussi dispendieux de publier.

À savoir si le SBA est le bon partenaire pour aller de l'avant en ce qui concerne le libre accès aux publications scientifiques produites par les chercheurs de l'Université de Sherbrooke, la vice-doyenne

paraît hésitante. Selon elle, si le SBA peut être un bon partenaire en ce qui concerne la mise en place des moyens techniques, l'Université ne peut pas se permettre de faire l'économie d'une réflexion à savoir comment développer le libre accès. Et selon elle, le rôle des bibliothèques dans cette tâche ne peut pas qu'être marginal dans le meilleur des cas, se limitant à un rôle de conseiller technique en ce qui a trait à un choix d'outils.

La vice-doyenne, lorsqu'interrogée à savoir si elle serait prête à déposer ses publications en libre accès sur Savoirs UdeS, nous répond de telle manière : elle ne produit tout d'abord pas sous forme d'articles, donc cette catégorie est inapplicable dans sa situation. Elle note que certains collègues de la faculté peuvent produire ce genre de document, mais qu'elle n'a pas personnellement à en produire. Mais elle serait prête à le déposer sur Savoirs UdeS, si la situation se présentait et qu'on lui recommandait de le faire. Pour les articles et les rapports de conférences, la vice-doyenne se montre en faveur de les déposer en libre accès. Elle n'est cependant pas d'accord avec le fait de diffuser les données de recherche librement: elle ne voit pas en quoi cela serait pertinent à l'avancement de la recherche. Elle partagerait cependant ce type de données avec des collègues, si la situation se justifie. Concernant les prépublications, la vice-doyenne note que malgré l'existence d'un risque inhérent à une telle pratique, certains périodiques en publient déjà. Elle indique ne pas être opposée à cette façon de faire, en autant qu'un certain nombre de balises soient présentes. Elle reconnaît que c'est là une manière de publier plus rapidement, ce qui n'est pas foncièrement une mauvaise chose. Enfin, pour les livres et les livres électroniques, la vice-doyenne reconnaît ne pas être en faveur du libre accès. Selon ses dires, il est normal qu'un article, dont le travail de recherche est financé par les organismes subventionnaires et le salaire accordé par l'université, soit retourné à l'ensemble de la société qui a contribué à le payer. Mais un livre, quel que soit son format, demande un travail de « digestion » de l'information et de son interprétation qui, de l'avis de la vice-doyenne, va au-delà de la tâche de travail demandé aux chercheurs. Il est donc normal, toujours selon elle, que ce travail soit acheté par les principaux bénéficiaires, c'est-à-dire les lecteurs.

À la question visant à savoir s'il serait avantageux selon elle que les dépôts institutionnels soient liés entre eux par une meta-plateforme, la vice-doyenne est bien d'accord, étant donné que cela permettrait un gain d'efficacité pour les chercheurs. Si le système n'est pas efficace, elle note que ces derniers seront tentés de retourner vers PubMed, par exemple. Compte tenu du fait que le libre accès

peut prendre plusieurs formes, il est donc important que cette transition, lorsqu'elle aura lieu, soit soigneusement réfléchie et bien exécutée. Dans le cas contraire, les chercheurs risquent de retirer leur confiance dans le libre accès.

2.4 L'état de la situation à la Faculté des lettres et sciences humaines

De toutes les facultés qui font partie de l'étude, la Faculté des lettres et sciences humaines est celle qui compte le plus de départements. Cela n'est pas sans incidence. Thérèse Audet, professeure titulaire au département de psychologie et vice-doyenne à la recherche de la Faculté des lettres et sciences humaines, nous a indiqué que cette décentralisation faisait en sorte que les départements jouissent d'une liberté relativement importante, en vertu des différences qui existent dans leurs structures et leur fonctionnement respectifs.

Pour la vice-doyenne, l'accessibilité est le principal avantage du libre accès. Elle nous mentionne qu'il était commun, quelques années auparavant, que plusieurs chercheurs étrangers repartaient avec une bonne réserve des rapports papier, qui représentait un trésor d'information à laquelle leurs universités n'avaient souvent pas accès, faute de moyens. Depuis, Internet est venu modifier cette habitude...mais pas autant qu'anticipé, comme on le devine.

Il faut savoir que la Faculté des lettres et sciences humaines n'encourage ni n'oblige les chercheurs à publier en libre accès, compte tenu de la nature décentralisée de la faculté, mais aussi parce que la vice-doyenne indique que les chercheurs sont déjà sensibilisés au phénomène.

Évidemment, tous les chercheurs n'utilisent pas le libre accès au même degré. La vice-doyenne indique qu'en vérifiant les pages web personnelles de ses chercheurs, elle en est venue à la conclusion qu'une partie des chercheurs utilise la voie verte pour auto-archiver leurs travaux, qu'une autre part ne joint que ce qui a été publié en ligne, alors qu'un troisième groupe n'ajoute rien d'autre que la liste de leurs publications. La vice-doyenne a indiqué avoir été étonnée de voir la popularité au niveau de l'usage du libre accès.

Les risques d'une décentralisation abusive existent malgré tout : la vice-doyenne note que c'est pour cette raison que les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS) ont décidé de publier le fruit de leur recherche sur la nouvelle plate-forme de l'Université de Sherbrooke. En rejoignant Savoirs UdeS plutôt que de publier sur leurs pages Internet, les chercheurs qui s'auto-archivent déjà rendraient un

coup de main à leurs collègues au niveau de la recherche documentaire.

Moodle est aussi employé pour certains cours, afin de distribuer de manière électronique les recueils de textes. Compte tenu de la propriété intellectuelle qui repose sur ces textes, ce n'est cependant pas tous les professeurs qui acceptent de fonctionner de telle manière. La vice-doyenne n'était pas en mesure de dire si l'Université de Sherbrooke avait comme projet d'offrir les recueils ou les ouvrages obligatoires émanant de l'Université en version électronique, comme cela se voit chez les Presses de l'Université de Montréal, par exemple.

En ce qui a trait à son niveau de satisfaction personnelle par rapport à la plate-forme Savoirs UdeS, la vice-doyenne nous a répondu que bien qu'elle n'ait pas elle-même besoin de s'en servir dans le cadre de ses fonctions actuelles, elle a trouvé surprenant de ne recevoir aucune plainte de la part d'étudiants. Aucune plainte n'aurait été formulée non plus en ce qui a trait à la propriété intellectuelle des travaux des étudiants. Cela s'explique selon elle par le fait que les étudiants étaient déjà en accord avec le fait que leur rédaction de fin d'études prenait la direction de la Bibliothèque nationale. De manière globale, la vice-doyenne est entièrement d'accord pour dire qu'il s'agit d'un progrès pour l'Université.

En ce qui a trait au contact avec le SBA, la vice-doyenne rappelle qu'il y a déjà dix ans que l'Université s'est engagée à se tourner vers les revues en ligne, délaissant les abonnements aux revues qui n'étaient éditées que sous forme papier. Cela n'a pas eu que des effets positifs, cependant. En effet, les éditeurs proposent souvent des abonnements en bouquet, situation face à laquelle la vice-doyenne se dit sensibilisée, notamment depuis que la Commission européenne a formulé un rapport sur cet enjeu précis. Il faut, selon elle, se poser la question par rapport à l'accessibilité de ces abonnements en bouquets. La question des coûts demeure préoccupante, même si l'accès en ligne est garanti aux numéros des périodiques déjà acquis.

À propos de la réputation du libre accès, la vice-doyenne confirme que la qualité de la revue n'est plus considérée uniquement en fonction de son coût d'abonnement ou de sa présence en ligne. C'est une bonne nouvelle, car longtemps, les chercheurs considéraient que de publier dans une revue en libre accès était incompatible avec la production scientifique de qualité.

Le libre accès est considéré comme étant une question relativement prioritaire à la Faculté des lettres et sciences humaines, mais étant donné que de plus en plus de chercheurs l'ont adopté avant

toute intervention de la faculté, l'effort facultaire à y consentir ne doit pas accaparer trop de ressources. Le changement est selon la vice-doyenne déjà en train de s'opérer. Aussi, les coupures budgétaires affectent les facultés de l'Université de Sherbrooke et les capacités d'agir sont réduites. Le moment est donc propice pour migrer vers Savoirs UdeS selon la vice-doyenne de la Faculté des lettres et sciences humaines, car les chercheurs sont prêts et la plate-forme offre une bonne flexibilité. La vice-doyenne souligne que Savoirs UdeS aurait pu être un échec cuisant si l'initiative eût été entreprise à une époque où les chercheurs n'auraient pas été sensibilisés au libre accès, mais de toute évidence, ce n'est plus la situation qui existe à la Faculté des lettres et sciences humaines. Bref, cela permettra aux chercheurs qui auto-archivent leurs articles sur leurs pages personnelles de se départir de cette tâche s'ils souhaitent consacrer leur temps à d'autres tâches.

La vice-doyenne serait aussi d'accord pour déposer sur la plate-forme tous les formats de documents figurant au questionnaire, à l'exception des prépublications et des données de recherche. Elle considère qu'il est risqué que des prépublications circulent alors qu'elles ne sont pas encore validées par les pairs et qu'une tendance émerge à publier rapidement tout ce qui est écrit, au détriment de la qualité de la recherche scientifique. À ce titre, la vice-doyenne de la Faculté des lettres et sciences humaines adopte une posture plus circonspecte face aux prépublications que d'autres vice-doyens. Les données de recherche, quant à elles, ne sont pas toujours pertinentes pour la poursuite de recherches ultérieures, et peuvent causer des problèmes éthiques de taille, selon la nature de ces données⁴.

2.5 Synthèse des entrevues

En vertu de ce que nous avons entendu lors des entrevues que nous avons effectuées, nous pouvons tirer quelques constatations générales. Tous les vice-doyens rencontrés connaissent le libre accès, même s'ils semblent ne pas tous être au fait qu'il existe plusieurs types de libre accès, certains types étant plus avantageux que d'autres pour les chercheurs et les universités. Le fait que la connaissance de ce phénomène est pour la plupart d'entre eux assez récente est sans doute explicatif de cette situation. Les vices-doyens semblent essentiellement prendre en compte l'importance que représente le libre accès, mais ne traite pas la question comme étant une priorité absolue. Au moment de l'entrevue, des démarches pour garantir le libre accès étaient étudiées dans certaines facultés, mais ces démarches

⁴ Notons que la vice-doyenne est psychologue, et par conséquent, l'obligation de publier les données de recherche pourrait entraîner de sérieuses réticences à participer aux études des chercheurs, ce qui est une crainte bien légitime dans plusieurs champs disciplinaires.

étaient différentes d'une faculté à l'autre. Si la plupart d'entre eux sont d'accord pour dire que le libre accès est en enjeu d'actualité, il demeure qu'en cette période de compressions budgétaires qui affecte les universités québécoises, les économies réalisables grâce au libre accès ne sont peut-être pas entièrement prises en compte par les différents décanats.

Puisque cette synthèse permet de boucler la section des entrevues, nous invitons le lecteur à poursuivre avec la présentation des résultats des sondages des professeurs tout d'abord et des étudiants par la suite.

3 Résultats de sondage

Dans les sous-sections 3.1 et 3.2 seront présentés les résultats des sondages ainsi qu'une analyse. Rappelons à nouveau que les résultats de sondage proviennent de volontaires et qu'il ne s'agit plus d'un échantillon probabiliste et que par conséquent, il nous faudra donc faire preuve de précautions dans l'interprétation des résultats, d'autant plus que le nombre de répondants issus de certaines facultés ou de certains départements est faible. L'information sera tout d'abord traitée d'une manière bivariée, puis nous verrons les résultats des analyses des correspondances multiples.

3.1 Présentation et analyse des résultats du sondage du corps professoral

Première constatation dès l'observation des tableaux: les résultats par faculté sont bien différents d'une faculté à l'autre (Cette constatation est particulièrement observable dans le deuxième tableau de cette section, représenté à la page suivante). Il semble donc que notre idée de départ à savoir que la réalité concernant le libre accès diffère d'une faculté à l'autre soit fondée. Cette idée a aussi été renforcée à travers nos entrevues avec les différents vice-doyens. Cela ne signifie pas pour autant que la réalité dans les facultés obéit à la version stéréotypée que nous avons : si différences il existe, elles peuvent parfois être étonnantes.

En vertu des résultats du sondage, il semble que près des trois quarts des répondants aient déjà entendu parler du libre accès. Les résultats sont cependant contrastés: si 60% des professeurs en droit seulement ont entendu parler du libre accès, cette approche est connue de plus de 85% des professeurs de la Faculté des lettres et sciences humaines. Quoi qu'il en soit, 25% des sondés n'ont jamais entendu

parler du libre accès auparavant, un nombre qui nous apparaît bien élevé. Peu probable que la réponse négative ne provienne d'une méconnaissance du terme français par rapport au terme anglais d' «open access», puisque l'anglicisme était joint au terme français pour être bien certain que les répondants sachent qu'il s'agit du même phénomène. Étant donné que Vézina (2006, p.5) établissait que 57% des professeurs étaient familiers avec le concept d'accès libre, que 26% se disaient peu familiers et que 17% n'en avaient jamais entendu parler, il s'agit là d'un score plutôt décevant. On observe cependant une forte variation entre le maximum (86%) en Faculté des lettres et sciences humaines et le minimum (60%) obtenu en Faculté de droit. Il n'est donc pas exact de prétendre que tous les chercheurs en ont entendu parler, même si une bonne majorité de professeurs est au courant.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 1

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà entendu parler du libre accès (open access) en ce qui concerne la publication scientifique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	25,0%	1,5%	0,0%
Administration (31)	67,7%	32,3%	0,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	12,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	86,7%	13,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Lorsqu'interrogés à savoir s'ils utilisent du matériel publié en libre accès dans le cadre de leur recherche, les professeurs de la Faculté des lettres et sciences humaines répondent «oui» dans 80% des cas. À l'inverse, seulement 29% des professeurs de la Faculté d'administration disent faire la même chose. De manière globale, à peine plus d'un professeur sur deux soutient faire appel à du matériel publié en libre accès. C'est sans doute peu, mais comme nous allons le constater au fil de l'analyse, ce résultat est peut-être tout simplement dû à une méconnaissance de ce qu'est réellement le libre accès.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 2

% (nombre de répondants)	Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publiés en libre accès? (Par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (dépôt institutionnel) ou une plate-forme des revues en libre accès, comme Revues.org			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	52,9%	42,6%	4,4%	0,0%
Administration (31)	29,0%	61,3%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	25,0%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Lorsque questionnés à savoir si le fruit de la recherche scientifique devrait être public en ce qui concerne les rapports de recherche et les articles, ce sont les professeurs issus des facultés qui emploient moins le libre accès (c'est à dire Droit et Administration, du moins parmi celles que nous avons étudiées) qui sont le plus en faveur de cette pratique. Notons cependant que dans l'une ou l'autre des catégories, des répondants issus des facultés s'opposent malgré tout à cette option dans une proportion allant malgré tout jusqu'à 20%.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 3

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	82,4%	8,8%	8,8%	0,0%
Administration (31)	87,1	0,0%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	12,5%	12,5%	0
Droit (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 4

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	77,9%	14,7%	7,4%	0,0%
Administration (31)	67,7	19,4%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	6,3%	0
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

L'opposition au libre accès devient plus importante lorsqu'il est question des rapports de conférences, des livres, mais surtout des données de recherche et des prépublications. En droit par exemple, les cinq professeurs ont répondu non en bloc, indiquant que les prépublications ne devraient pas être disponibles en libre accès et quatre sont du même avis en ce qui concerne les données de recherches. À la Faculté des lettres et sciences humaines, près de trois répondants sur quatre croient que les données de recherche devraient être en libre accès, mais seulement un quart croient que la même situation devrait exister dans le cas des prépublications. À la Faculté d'administration, près d'un répondant sur 6 est indécis sur la question des prépublications, alors que ceux qui s'y opposent forment la moitié des répondants. Cela pourrait signifier que le concept même de prépublication est jugé de manière différente d'une faculté à l'autre. Nous savons qu'en science économique existe une culture dite des *cahiers de recherche*: des manuscrits distribués par les auteurs (ou leurs institutions) pendant qu'ils sont dans le processus de soumission (Zimmerman 2010, p.43). Peut-être est-ce que cette culture permet d'appréhender les prépublications comme méthode acceptable avec certaines précautions. Si c'est le cas, c'est une adaptation qui pourrait être intéressante pour d'autres facultés, à l'heure où l'information circule de plus en plus rapidement.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 5

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les rapports de conférence			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	77,9%	16,2%	5,9%	0,0%
Administration (31)	80,6	9,7%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	6,3%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 6

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	39,7%	51,5%	7,4%	1,5%
Administration (31)	29,0%	58,1%	9,7%	3,2%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	73,3%	20,0%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 7

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	29,4%	61,8%	7,4%	1,5%
Administration (31)	35,5%	48,4%	16,1%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	73,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 8

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	47,1%	42,6%	10,3%	0,0%
Administration (31)	45,2%	41,9%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	40,0%	53,3%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Par la suite, les réponses deviennent plus tranchées sur les livres et dans une moindre mesure, sur les fichiers multimédias (comprenant les livres électroniques). Dans le cas des livres, c'est environ la moitié des répondants qui croient que ceux-ci devraient être disponibles en libre accès. Nous nous méfions d'un résultat aussi élevé: suite à notre entrevue, la plupart des vice-doyens s'accordent sur le fait que les livres représentent une charge de travail qui est effectuée en bonne partie hors du contexte professionnel, et que de par ce fait, il est normal que le livre apporte une compensation financière à l'auteur supplémentaire au salaire qu'il reçoit de l'institution d'enseignement.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 9

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	63,2%	25,0%	11,8%	0,0%
Administration (31)	54,8%	29,0%	16,1%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	12,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	40,0%	13,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Le fait qu'entre 40% (Lettres et sciences humaines) et 60% (Droit) des professeurs aient répondu oui à la question «Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne : les livres» nous porte à nous demander si un changement de mentalité est en train de se produire ou si la question a simplement été mal comprise. Il nous est impossible de trancher, même si nous savons qu'ailleurs dans le monde, des universitaires commencent à librement distribuer le contenu de leurs livres sur Internet. Des sites comme *Wikibooks* se mettent en place et sont peut-être en mesure de promouvoir une nouvelle forme de collaboration dans le domaine de la recherche. Plus près de nous, les Presses de l'Université de Montréal ont mis sur pied un projet pilote de livres numériques en libre accès. Cela pourrait expliquer le fait que les professeurs participants sont plus enclins à rendre en libre accès les fichiers multimédias (ce qui comprend les livres en format électronique): la possibilité de s'auto-publier pourrait être responsable de cette attitude plus favorable envers les livres numériques que les livres conventionnels. Mais peut-être qu'une part d'explication réside aussi dans le fait que certains fichiers multimédias sont annexes aux autres catégories (fichiers audio et vidéo) et ne représentent pas un travail d'auteur au même titre qu'un livre, même numérique, et sont nécessaires pour la compréhension ou la révision du travail. Dans ce même bloc, la dernière question était sans doute trop générale pour obtenir une réponse satisfaisante. En effet, lorsqu'interrogé à savoir s'ils croyaient que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne tout autre matériel nécessaire à la reproduction du savoir, les chercheurs ont répondu «Ne sais pas» dans une proportion de 20% et 45%, selon la faculté. Compte tenu de l'aspect vague de la question et

de la réponse obtenue, nous ne pouvons pas réellement espérer tirer quelques analyses qui soient.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 10

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Tout autre matériel nécessaire à la reproduction du savoir			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	41,2%	16,2%	42,6%	0,0%
Administration (31)	45,2%	9,7%	45,2%	0,0%
Éducation (16)	43,8%	12,5%	43,8%	0,0%
Droit (5)	60,0%	20,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	33,3%	40,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Les deux questions du bloc suivant concernent le niveau d'implication de la faculté des professeurs concernant le libre accès. Ici, seuls les professeurs de la Faculté d'éducation (environ 30%) (et dans une moindre mesure), de la Faculté de droit (20%), sont en mesure de dire que leur faculté encourage le libre accès. De 12% (Éducation) à 20% (Droit et Lettres et sciences humaines) pensent que non, ce qui laisse un fort pourcentage de répondants qui ne savent pas vraiment si leur faculté encourage le libre accès. Une tendance encore plus forte s'observe à la deuxième question: est-elle (la faculté, NDLR) sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux? Le mouvement s'effectue essentiellement de la catégorie «Non» à la catégorie «Ne sais pas». Cela vient illustrer ce qui nous avait été dit en entrevue, sur le fait qu'essentiellement, les facultés ne disposaient pas d'une politique sur le libre accès.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 11

% (nombre de répondants)	Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	8,8%	16,2%	75,0%	0,0%
Administration (31)	0,0%	16,1%	83,9%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	12,5%	56,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	20,0%	60,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	0,0%	20,0%	80,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 12

% (nombre de répondants)	Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	8,8%	10,3%	80,9%	0,0%
Administration (31)	0,0%	12,9%	87,1%	0,0%
Éducation (16)	25,0%	12,5%	62,5%	0,0%
Droit (5)	20,0%	20,0%	60,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	6,7%	0,0%	93,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 13

% (nombre de répondant)	Avez-vous déjà publier en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	32,4%	63,2%	2,9%	1,5%
Administration (31)	9,7%	83,9%	3,2%	3,2%
Éducation (16)	56,3%	43,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	46,7%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Ce serait là un geste important à poser dans les prochains mois, particulièrement à la Faculté d'administration, où à peine 10% des chercheurs déclarent avoir déjà publié en libre accès (85% de leurs collègues déclarent ne jamais l'avoir fait). Cela vient aussi brouiller les cartes par rapport à ce que nous avons postulé précédemment à propos des *cahiers de recherche*. C'est une situation qui semble propre à la Faculté d'administration, puisque dans toutes les autres, nous dénotons entre 45% (Lettres et sciences humaines) et 60% (Droit). La méconnaissance de la plate-forme Savoirs UdeS est aussi grande à la Faculté d'administration, où 77% des professeurs n'en ont jamais entendu parler. En droit aussi, malgré la taille plus restreinte de l'échantillon, 80% des répondants ne connaissent pas la plate-forme. Dans l'ensemble, deux tiers des répondants connaissent la plate-forme, il y a donc place à l'amélioration dans la médiatisation de Savoirs UdeS.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 14

% (nombre de répondant)	Connaissez-vous la plate-forme de dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke (Savoirs Udes)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	67,6%	32,4%	0,0%	0,0%
Administration (31)	22,6%	77,4%	0,0%	0,0%
Éducation (16)	43,8%	56,3%	0,0%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	53,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Le sentiment général que procure la mise en place de Savoirs UdeS est aussi en général positif, exception faite de la Faculté d'administration. Si le sentiment positif va de 60% en droit à 80% en lettres et sciences humaines, il n'est que de 35% en administration. Il ne faudrait cependant pas conclure que les professeurs y sont foncièrement réfractaires: le pourcentage de sentiments négatifs est la moitié de ce qu'on retrouve en éducation (3,2% vs 6,3%). Il semble que les professeurs en administration n'aient simplement pas d'opinion à émettre face à une plate-forme qui fait la promotion d'un concept relativement étranger. Ou peut-être est-ce que des pratiques informelles ont déjà cours en ce sens? Il est difficile de trancher avec certitude, bien qu'il nous semble de plus en plus probable que ce soit la première option qui se rapproche le plus de la réalité.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 15

% (nombre de répondants)	Quel est votre sentiment face à l'implantation d'une plate-forme de dépôt institutionnel à l'UdeS?				
	Positif	Négatif	Neutre	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	57,4%	2,9%	32,4%	2,9%	4,4%
Administration (31)	35,5%	3,2%	45,2%	6,5%	9,7%
Éducation (16)	75,0%	6,3%	18,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	0,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 16

% (nombre de répondants)	Saviez-vous que les étudiants doivent obligatoirement déposer leur mémoire, thèse ou essai sur cette plate-forme?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	41,2%	52,9%	5,9%	0,0%
Administration (31)	22,6%	67,7%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	56,3%	43,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	60,0%	33,3%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

En ce qui concerne leur niveau de connaissance par rapport à l'obligation de leurs étudiants à déposer leurs thèses sur Savoirs UdeS, la majorité des professeurs semblaient ignorer cet état de fait. La proportion varie beaucoup d'une faculté à l'autre, mais seulement les professeurs de la Faculté d'éducation (56,3%) et de lettres et sciences humaines (60%) semblent au courant de cette obligation. En droit et en administration, seulement un professeur sur cinq soutient être au courant de cet état de fait. Clairement, il s'agit d'un point sur lequel le SBA doit travailler non seulement afin de faire

connaître, mais aussi de montrer que cela est dans le meilleur intérêt de toute manière des étudiants, et éventuellement, des professeurs.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 17

% (nombre de répondants)	Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette politique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	7,4%	16,2%	2,9%
Administration (31)	61,3%	9,7%	25,8%	3,2%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	0,0%	6,3%
Droit (5)	40,0%	20,0%	40,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	93,3%	0,0%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Concernant l'accord au sujet de cette politique, nous assistons à une polarisation entre les différentes facultés. D'un côté, les membres du corps professoral des Facultés des lettres et sciences humaines (93,3%) et d'éducation (87,5%) sont massivement en faveur d'obliger les étudiants à déposer leurs travaux sur Savoirs UdeS. Les professeurs de la Faculté de droit sont en faveur d'une telle mesure à hauteur de 40%. Ceux de la Faculté d'administration (61,3%) sont beaucoup plus hésitants à appuyer une telle mesure. En droit, la réponse «Ne sais pas» recueille 40% des résultats, tandis que le «Non» recueille un 20% d'appui. Serait-ce à cause d'une situation propre à la Faculté de droit en ce qui a trait à la nature des publications, par exemple, une plus grande méfiance face à ce qui pourrait être considéré comme une menace à la liberté académique ? Pourtant, les professeurs de la Faculté de droit semblent être ceux qui publient le plus en libre accès. Bref, il s'agit une piste intéressante, mais nous n'avons à l'heure actuelle aucun moyen d'en vérifier la plausibilité.

La dernière série de questions aborde le niveau de volonté des professeurs à déposer éventuellement leurs propres publications sur Savoirs UdeS. En ce qui concerne les articles, dans l'ensemble des facultés, sauf celle d'administration, les professeurs seraient en général d'accord pour déposer leurs articles en libre accès sur Savoirs UdeS. Un professeur sur trois de la faculté d'administration se dit indécis face à cette question. Les rapports de conférence entraînent pour leur part une plus grande part de réponses positives. Si l'indécision perdure à la Faculté d'administration, le nombre de réponses

négatives diminue sensiblement.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 18

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	10,3%	14,7%	0,0%
Administration (31)	61,3%	9,7%	29,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	6,3%	6,3%	6,3%
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 19

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	63,2%	20,6%	16,2%	0,0%
Administration (31)	41,9%	22,6%	35,5%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	12,5%	0,0%	0,0%
Droit (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	73,3%	26,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 20

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de conférences			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	69,1%	16,2%	13,2%	0,0%
Administration (31)	58,1%	12,9%	29,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	18,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	20,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Les deux catégories qui font face au plus grand refus des chercheurs sont les catégories des données de recherche et des prépublications. Nous en attribuons la cause aux raisons déjà évoquées par les vices-doyens, en ce qui a trait à la rigueur scientifique et à la confidentialité des sources. La Faculté des lettres et sciences humaines fait un peu figure d'exception : il s'agit de la seule faculté dont la majorité des répondants (53%) sont en accord avec le fait de déposer en libre accès les données de recherche. À titre de comparaison, à peine plus de 15% des répondants de la Faculté d'administration sont en faveur d'une telle démarche. Les répondants tendant à être aussi beaucoup moins enclins à faire de même pour les livres et les fichiers multimédias (qui comprennent les livres numériques), ce qui n'est pas surprenant pour des raisons évoquées lors de l'entrevue avec la vice-doyenne de la Faculté d'éducation physique et sportive. En ce sens, les réponses évoluent sensiblement dans le même sens que les questions à propos de l'opinion du libre accès sur les divers médias présentés plus haut, ce qui n'est pas non plus surprenant. En ce qui concerne les livres, dans l'ensemble des facultés à l'exception d'éducation, la majorité des professeurs ne sont pas en faveur de distribuer leurs ouvrages en libre accès. Il semble cependant que le format du média importe : si l'on parle de médias électroniques, incluant les livres numériques, la situation change quelque peu : 10% d'appuis supplémentaires. La situation ne change que très peu pour les Facultés d'administration et de droit. On parle respectivement d'un appui augmenté de 13% et de 20% respectivement à la Faculté de lettres et sciences humaines et à la Faculté d'éducation.

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 21

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	29,4%	52,9%	14,7%	0,0%
Administration (31)	16,1%	54,8%	25,8%	3,2%
Éducation (16)	31,3%	56,3%	12,5%	0,0%
Droit (5)	20,0%	60,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	53,3%	46,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 22

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	26,5%	58,8%	13,2%	1,5%
Administration (31)	25,8%	48,4%	25,8%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	60,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	73,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 23

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	35,3%	45,6%	19,1%	0,0%
Administration (31)	22,6%	45,2%	32,3%	0,0%
Éducation (16)	56,3%	25,0%	18,8%	0,0%
Droit (5)	40,0%	60,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 24

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	45,6%	33,8%	17,6%	2,9%
Administration (31)	29,0%	38,7%	32,3%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	12,5%	12,5%	0,0%
Droit (5)	40,0%	40,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	46,7%	0,0%	6,7%

Source: de l'auteur

Enfin, deux questions ouvertes avaient été posées aux professeurs. Suite aux questions : « Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès? » et : « Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux? », nous avons demandé aux professeurs : « Selon vous, pour quelles raisons principalement? ». La plupart des réponses ont fait mention qu'ils n'en avaient aucune idée ou qu'il existait un manque d'intérêt selon eux à la question du libre accès. Un professeur réaliste indique que si cela représente une charge de travail supplémentaire pour les professeurs et que cela n'a qu'un impact marginal sur sa carrière, il n'y a aucune chance que cela se produise sans coercition. Enfin, quelques répondants sont plutôt cinglants dans leur critique de leur décanat, qu'ils

accusent de manquer de vision sur des questions concernant le libre accès ou sur l'importance de défendre l'usage de la langue française au niveau de la recherche internationale. Notons aussi que des professeurs de la même faculté disent que la faculté en question se préoccupe du libre accès pour des raisons financières. La deuxième question ouverte était : « Dans le cas où la réponse est oui, à quelle fréquence (toutes vos publications, certains types [articles, rapport, etc.] seulement?) utilisez-vous cette approche et pour quelles raisons? Dans le cas où la réponse est non, pourquoi ne publiez-vous pas en libre accès? » et venait tout juste après la question « Avez-vous déjà publié en libre accès? ». Cette question a recueilli des réponses évidemment très diverses. Certains notent qu'ils publient en libre accès avec l'autorisation de l'éditeur chaque fois que cela est possible. D'autres indiquent qu'ils publient en libre accès seulement quand l'article n'est pas retenu par une revue « impactée » [sic]. D'autres encore procèdent par la voie du libre accès seulement en ce qui a trait avec le dépôt de leur propre thèse ou encore des actes de colloques. Un autre professeur a mentionné qu'il ne croyait pas en la qualité des revues en libre accès. La diversité relative des méthodes de publication en libre accès a donc encore mauvaise presse pour certains. D'aucuns croient que le libre accès signifie qu'il n'y a pas de révision par les pairs, ce qui n'est pas nécessairement le cas. À l'inverse, d'autres professeurs expriment le souhait de pouvoir publier en libre accès, mais ressentent une pression de publier dans des revues « reconnues, payantes et ayant beaucoup de barrières à l'entrée ». Ce dernier commentaire est particulièrement intéressant, car il provient d'un professeur de la Faculté d'administration qui indique que la culture académique dans son domaine considère que ce qui est en libre accès représente ce qui n'est pas accepté par les revues traditionnelles. Il est difficile de donner tort à ce professeur en vertu de ce qui a été énoncé dans d'autres commentaires, mais essentiellement, nous pouvons déterminer que la réputation du libre accès dépend en bonne partie de la perception conflictuelle des producteurs et des consommateurs de littérature scientifique. Il est évident que le matériel publié en libre accès sera de qualité inférieure tant que les chercheurs n'y publieront que ce qui a été refusé ailleurs. Au final, si le libre accès ne va pas assez loin pour certains, il va trop loin pour d'autres.

3.1.1 L'analyse des correspondances multiples chez les professeurs

Afin de mieux appréhender cette partie du travail, nous invitons les lecteurs à se référer à l'annexe V, qui illustre le résultat de l'analyse des correspondances multiples chez les professeurs. Sans surprise à la lumière de ce dont nous avons pu apprendre à partir de l'analyse bivariée, les professeurs de

l'Université de Sherbrooke ont des opinions relativement diversifiées en ce qui concerne le libre accès. Si la section d'analyse bivariée nous permet de tracer certaines tendances, elle nous apparaissait insuffisante.

Il faut d'abord indiquer que la décision d'inclure ou d'exclure un individu d'une nébuleuse est une décision en soi subjective. Plus la nébuleuse est large cependant, et moins elle est explicative de la réalité en fonction des différences entre les individus. Nous avons donc cherché à obtenir des groupes bien visibles sur les graphiques avant de les regrouper dans ces nébuleuses. En vertu de cette condition, nous avons choisi de nous restreindre à établir deux nébuleuses.

La première nébuleuse (A) regroupe environ les deux tiers des chercheurs. Elle prend la forme d'un rectangle incliné. Cette boîte relativement mince est délimitée par les observations #58, #64, #17, mais laissant de côté l'observation #26, que nous jugeons trop distante du reste de l'ensemble pour être incluse. C'est de loin la nébuleuse la plus évidente en ce qui concerne les professeurs.

L'individu représenté par l'observation #58 provient de la Faculté d'éducation, faculté plutôt libérale en ce qui a trait au libre accès, mais est éloigné du centre de la nébuleuse par le fait qu'il ne croit pas que le fruit de la recherche scientifique devrait être public, notamment en ce qui a trait aux prépublications et aux données de recherche. Il croit aussi, à l'inverse de la majorité des répondants, que sa faculté est sensibilisée à la question du libre accès et l'encourage. Trait particulier aussi, il accepterait de publier en libre accès ses livres, mais pas ses rapports de conférence, ni de recherche, mais il accepterait dans le cas de ses articles. Il utilise le libre accès pour s'informer et connaît la plateforme Savoirs UdeS, mais ne publie pas en libre accès.

L'observation #64 est un professeur de la Faculté d'administration qui n'utilise pas le libre accès et ne le connaissait pas non plus. Il est cependant en faveur du fait que le fruit de la recherche scientifique au Québec soit libre, mais seulement en ce qui concerne les données de recherche et les rapports de conférence. Comme la majorité des répondants cependant, il ne connaît pas le niveau d'intérêt de la part de sa faculté concernant le libre accès. Il ne connaît pas Savoirs UdeS et a un sentiment négatif à son endroit. Il ne savait pas non plus que ses étudiants devraient y déposer leur thèse et s'oppose à une telle obligation. À savoir s'il serait prêt à déposer ses propres travaux sur Savoirs UdeS, il répond essentiellement la même chose qu'à la question concernant si la recherche devrait être en libre accès, à l'exception qu'il n'accepterait pas d'y déposer les rapports de conférence. Ce répondant détonne donc de

par son hostilité relative au libre accès.

L'observation #17 n'est pas en soi si exceptionnelle, car elle est relativement proche du centre du rectangle par rapport aux deux autres observations que nous venons de décrire qui, elles, formaient les deux segments de la boîte en largeur : la distance qui les séparait était donc beaucoup plus grande. Compte tenu de la minceur relative de la boîte, nous pouvons donc affirmer que les observations qui s'étendent vers le haut ont un profil relativement semblable à l'observation #58 et celles qui tendent vers le bas s'approchent des caractéristiques de l'observation #64. Comme ces observations tendent à être relativement rapprochées, elles ont quand même des caractéristiques communes. Cela signifie que les niveaux de connaissance et d'intérêt des professeurs à l'Université de Sherbrooke, pour la majorité d'entre eux, tendent à converger plutôt qu'à diverger.

L'observation #32 est bien au centre de la boîte. Les informations qu'elle contient devraient donc être celles du professeur moyen. Examinons la d'un peu plus près: Il s'agit d'un professeur qui connaît et qui utilise le libre accès dans son quotidien. Il croit également que le fruit de la recherche scientifique au Québec, en règle générale, devrait être public, à l'exception des pré-publications, des données de recherche et des livres. Il est cependant en accord avec le fait que les livres numériques soient en libre accès. Il ne sait pas si sa faculté est sensibilisée à l'enjeu du libre accès ni si elle l'encourage. Bien qu'il ne connaissait pas Savoirs UdeS, il en a une opinion positive. Il ne savait pas non plus que ses étudiants devraient déposer leur thèse sur cette plate-forme, mais est d'accord avec cette obligation. Enfin, sa volonté personnelle de publier en libre accès sur Savoirs UdeS concorde en tout point avec son opinion de ce qui devrait être libre. Le portrait ressemble donc à ce qui a été observé, sans surprise, dans la section bivariée. Il devient cependant rapidement laborieux d'expliquer pourquoi les observations qui gravitent se placent de telle ou telle manière. Cela s'explique parce que qu'un répondant répond oui à une question et non à une autre, et un autre répondant répond dans une combinaison un peu différente. Ils ne sont donc pas opposés, mais on a une perception légèrement différente de ce que le libre accès représente ou doit représenter.

Passons maintenant à l'examen de la nébuleuse B. Celle-ci regroupe 7 observations, dont 6 d'entre elles sont relativement proches de la dimension 1. Cette nébuleuse est intéressante parce que si elle ne varie pas beaucoup sur la dimension 2 (nous aurons donc des cas bien différents des observations #58 et #64), elle permet d'évaluer ce que signifie graphiquement un déplacement vers la droite. Elle nous

permet donc en quelque sorte d'isoler les variables qui composent l'axe horizontal. Ce faisant, elle permettra de mieux définir les observations de la nébuleuse A sur le même axe. Il importe cependant de garder à l'esprit que dans le cas de la nébuleuse A, ces variations sur la dimension horizontale sont faibles par rapport à la distance qui la sépare de l'endroit où se trouve la nébuleuse B. La prudence doit donc encore guider chaque observation. Une chose frappe d'abord de par la composition de cette nébuleuse : toutes les observations sont des professeurs de la Faculté d'administration. Cinq sur sept connaît le libre accès, mais aucun ne l'utilise, à l'exception d'un qui ne sait pas. Ils se positionnent tous en faveur de l'utilisation du libre accès en général. Ils sont majoritairement en faveur du fait que les articles et les rapports de conférence soient déposés en libre accès. Par contre, ils sont relativement contre le fait de publier des données de recherches ou des prépublications en libre accès. Ils sont partagés sur le sort à réserver aux ouvrages, papiers et numériques. Ils ne savent essentiellement pas ce que pense leur faculté par rapport au libre accès. Ils n'ont jamais publié en libre accès et ne connaissent pas Savoirs UdeS. Quatre refusent de donner leur impression au sujet de Savoirs UdeS : un seul a un avis positif sur la plate-forme. Aucun ne connaissait l'obligation de déposer pour leurs étudiants et seulement deux sont en faveurs (un s'y oppose, les autres sont indécis). Essentiellement, ils sont indécis à savoir s'ils publieraient les différents types de travaux sur Savoirs UdeS, à quelques exceptions près. Cette nébuleuse, hors de toute subjectivité, est l'illustration qu'une culture académique particulière semble régner à la Faculté d'administration. Rappelons quand même que l'essentiel des professeurs de cette faculté se retrouve plus ou moins près du centre de la nébuleuse A. Une de nos intuitions de recherche se trouve donc confirmée, à savoir que les différentes facultés n'en sont pas nécessairement au même stade en ce qui concerne la connaissance et l'intérêt quant à la problématique du libre accès.

Enfin, il est à noter que la plupart des observations qui se situent entre la nébuleuse A et la nébuleuse B se trouvent à cet endroit en raison que dans une de leurs réponses figurent un refus ou une absence de réponse. Cette variation rare tend donc à propulser cette observation à l'extérieur des regroupements, mais n'est pas nécessairement intéressante en terme d'analyse.

3.2 Présentation et analyse des résultats du sondage des étudiants

Dès que l'on effectue une comparaison des réponses à la première question du sondage entre professeurs et étudiants, un constat nous frappe: si presque trois quarts des professeurs connaissent le libre accès, cette affirmation ne concerne qu'à peine 40% des étudiants. Dans les deux sondages, ce

sont les répondants issus de la Faculté de droit qui connaissent le moins cette avenue: à peine 12% des étudiants en droit affirment connaître le libre accès. Ce qui est problématique, c'est qu'en droit et en administration, les étudiants affirment consulter ou faire référence à des travaux en libre accès...dans une proportion plus importante qu'ils ne l'étaient à connaître le concept. Cela a pour au moins le mérite d'être clair par rapport à la méconnaissance en général de cet enjeu. Sans grande surprise, les étudiants ne connaissent pas les efforts ou le niveau d'intérêt que porte leur faculté à la question du libre accès.

Extrait des résultats de sondage des étudiants 1

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà entendu parler du libre accès (open access) en ce qui concerne la publication scientifique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	41,4%	52,5%	6,1%	0,0%
Administration (18)	27,8%	61,1%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	35,1%	59,5%	5,4%	0,0%
Droit (8)	12,5%	75,0%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	40,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	64,4%	35,5%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 2

% (nombre de répondants)	Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publiés en libre accès? (Par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (dépôt institutionnel) ou une plate-forme des revues en libre accès, comme Revues.org			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	42,4%	48,5%	9,1%	0,0%
Administration (18)	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%
Éducation (37)	35,1%	48,6%	16,2%	0,0%
Droit (8)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	40,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	54,8%	41,9%	3,2%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 3

% (nombre de répondants)	Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	12,1%	7,1%	80,8%	0,0%
Administration (18)	16,7%	11,1%	72,2%	0,0%
Éducation (37)	5,4%	2,7%	91,9%	0,0%
Droit (8)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	0,0%	80,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	19,4%	12,9%	67,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 4

% (nombre de répondants)	Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	6,1%	7,1%	86,9%	0,0%
Administration (18)	5,6%	0,0%	94,4%	0,0%
Éducation (37)	8,1%	10,8%	81,1%	0,0%
Droit (8)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	6,5%	9,7%	83,9%	0,0%

Source: de l'auteur

Également sans surprise, le taux de réponse affirmative à la question : « Avez-vous déjà publié en libre accès? ». Dans l'ensemble, seul un étudiant sur 10 affirme l'avoir fait. En ce qui concerne la Faculté des lettres et sciences humaines, c'est un nombre particulièrement faible, lorsque comparé à la toute première question. Cette réponse peut avoir été influencée par plusieurs facteurs : par exemple, peut-être que les étudiants ayant répondu non n'avaient pas pensé que le dépôt de leur thèse les plaçaient dans cette catégorie. D'autres possibilités sont envisageables, par exemple, le fait qu'ils n'avaient tout simplement pas encore déposé de thèse ou effectuaient une maîtrise sans rédaction.

Extrait des résultats de sondage des étudiants 5

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà publier en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	10,1%	88,9%	0,0%	1,0%
Administration (18)	5,6%	88,9%	5,6%	0,0%
Éducation (37)	13,5%	86,5%	0,0%	0,0%
Droit (8)	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	9,7%	90,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Si le taux de connaissance à propos de Savoir UdeS est un peu plus élevé, il demeure quand même très faible, avec une moyenne de 28% chez les étudiants (contre 67% chez les professeurs). Cette moyenne est cependant trompeuse : près d'un étudiant sur deux (45%) connaît Savoirs UdeS à la Faculté des lettres et sciences humaines, alors qu'ils ne sont que 5% à la Faculté d'administration. Le sentiment face à l'implantation de Savoir UdeS est majoritairement positif dans toutes les facultés, sauf chez les répondants de la Faculté d'éducation physique et sportive, où 80% des répondants affichent une attitude neutre face à la venue du dépôt institutionnel. À savoir s'ils étaient au courant que leur thèse allait se retrouver sur Savoirs UdeS, la moitié des étudiants ont répondu qu'ils l'ignoraient. Il s'agit encore d'une moyenne peu éclairante, car à la Faculté des lettres et sciences humaines, on parle de 71% des étudiants qui étaient au courant contre 22% en Faculté d'administration. Heureuse nouvelle cependant, plus de 80% des répondants sont en accord avec cette obligation de passer via Savoirs UdeS et la variation entre les facultés est relativement peu importante. Cela vient en quelque sorte clarifier l'attitude des étudiants de la Faculté d'éducation physique et sportive : il semble que si Savoirs UdeS ne leur inspire pas une grande passion, ils ne s'opposent pas pour autant au principe de déposer les thèses dans un dépôt institutionnel. Malgré le fort appui général à cette option, il reste qu'entre 10 et 20% des étudiants ne savent pas quoi penser de cette obligation ou sont opposés : même si aucune plainte n'est parvenue aux bureaux des vice-doyens, il serait bon de communiquer avec les étudiants pour expliquer la raison d'être de la plate-forme et du libre accès en général.

Extrait des résultats de sondage des étudiants 6

% (nombre de répondants)	Connaissez-vous la plate-forme de dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke (Savoirs UdeS) ?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	28,3%	69,7%	2,0%	0,0%
Administration (18)	5,6%	83,3%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	24,3%	75,7%	0,0%	0,0%
Droit (8)	25,0%	75,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	60,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	45,2%	54,8%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 7

% (nombre de répondants)	Quel est votre sentiment face à l'implantation d'une plate-forme de dépôt institutionnel à l'UdeS			
	Positif	Négatif	Neutre	Refus
Ensemble des facultés (99)	63,8%	0,0%	35,4%	1,0%
Administration (18)	55,6%	0,0%	44,4%	0,0%
Éducation (37)	56,8%	0,0%	40,5%	2,7%
Droit (8)	75,0%	0,0%	25,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	0,0%	80,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	80,6%	0,0%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 8

% (nombre de répondants)	Saviez-vous que votre mémoire ou votre thèse se retrouvera automatiquement sur le dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke lorsque vous déposerez?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	49,5%	43,4%	7,1%	0,0%
Administration (18)	22,2%	66,7%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	40,5%	51,4%	8,1%	0,0%
Droit (8)	62,5%	25,0%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	71,0%	25,8%	3,2%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 9

% (nombre de répondants)	Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette politique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	81,1%	5,1%	11,1%	2,0%
Administration (18)	77,8%	11,1%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	81,1%	2,7%	16,2%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (31)	87,1%	6,5%	6,5%	0,0%

Source: de l'auteur

Dans la dernière section de questions « Seriez-vous prêts à y déposer vos propres publications? », une tendance lourde se dégage par rapport à la section concernant les professeurs. Si l'on remarque que certaines catégories dégagent, tout comme chez les professeurs, une plus grande appréhension à être

publié en libre accès (prépublications et données de recherche), nous constatons cependant que la réponse non est beaucoup moins présente chez les étudiants que chez les professeurs. En contrepartie, la réponse «Ne sais pas» est beaucoup plus fréquente que chez ces derniers. Preuve d'une plus grande ouverture face au libre accès ou naïveté de jeunes chercheurs? Difficile de trancher.

Extrait des résultats de sondage des étudiants 10

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	75,8%	7,1%	16,2%	1,0%
Administration (18)	72,2%	5,6%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	78,4%	5,4%	16,2%	0,0%
Droit (8)	75,0%	25,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	74,2%	6,5%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 11

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	69,7%	11,1%	18,2%	1,0%
Administration (18)	72,2%	0,0%	22,2%	5,6%
Éducation (37)	64,9%	10,8%	24,3%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	12,5%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	77,4%	9,7%	12,9%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 12

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications? Les rapports de conférences			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	73,7%	5,1%	19,2%	2,0%
Administration (18)	72,2%	5,6%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	73,0%	2,7%	24,3%	0,0%
Droit (8)	75,0%	0,0%	12,5%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	74,2%	6,5%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 13

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications? Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	53,5%	18,2%	26,3%	2,0%
Administration (18)	44,4%	16,7%	33,3%	5,6%
Éducation (37)	59,5%	10,8%	29,7%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	45,2%	25,8%	29,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 14

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	44,4%	27,3%	26,3%	2,0%
Administration (18)	55,6%	16,7%	22,2%	5,6%
Éducation (37)	48,6%	21,6%	29,7%	0,0%
Droit (8)	37,5%	50,0%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	60,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	38,7%	29,0%	32,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 15

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	53,3%	17,2%	25,3%	4,0%
Administration (18)	50,0%	11,1%	27,8%	11,1%
Éducation (37)	54,1%	10,8%	32,4%	2,7%
Droit (8)	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	51,6%	19,4%	25,8%	3,2

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 16

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	59,6%	13,1%	25,3%	2,0%
Administration (18)	50,0%	16,7%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	62,2%	5,4%	29,7%	2,7%
Droit (8)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	61,3%	12,9%	25,8%	0,0%

Source: de l'auteur

Néanmoins, comme nous l'avons observé, certains chercheurs ne sont pas en soi hostiles au libre accès concernant les prépublications. Peut-être assisterons-nous à une refonte de l'évaluation académique, les prépublications circulant sur Internet pour y être critiquées et améliorées par les communautés gravitant autour des écrits en question? Cécile Méadel consacre à ce sujet un chapitre fort intéressant, intitulé *Les savoirs profanes et l'intelligence du web*, dans Hermès 57 (2010, p. 111-117).

3.2.1 L'analyse des correspondances multiples chez les étudiants

À nouveau, nous invitons les lecteurs à se référer à l'annexe VI, qui illustre le résultat de l'analyse des correspondances multiples chez les étudiants. À l'étude de ce graphique, nous pouvons le constater par la comparaison des deux graphiques, l'analyse des correspondances multiples chez les étudiants laisse entrevoir une homogénéité beaucoup plus forte des résultats. Cette situation n'est pas en soi réellement si surprenante, étant donné que beaucoup d'étudiants démontrent une ouverture relativement importante au libre accès, malgré leur relative méconnaissance du concept par rapport aux professeurs. Comme relativement peu d'entre eux connaissent bien le libre accès, il nous apparaît normal que leur situation soit peu polarisée. Bien que ce choix soit dans une certaine mesure arbitraire, nous avons été

en mesure d'identifier trois nébuleuses regroupant environ 90% de nos répondants.

Dans la nébuleuse A (qui regroupe à elle seule environ 70 répondants et qui est clairement la plus nette de toutes les 5 nébuleuses dont nous avons traitées), nous avons affaire à des étudiants qui ont comme caractéristique commune d'être en faveur du libre accès. Ce qui les éloigne du centre de la nébuleuse, c'est essentiellement leur niveau de connaissance, autant sur le libre accès en général que sur Savoirs UdeS. Essentiellement, ils ne connaissent pas Savoirs UdeS, mais se montrent très enclins à publier en libre accès, même dans des catégories où les professeurs et les vices-doyens se montraient pourtant réfractaires. Nous sommes d'avis que c'est un public cible facilement atteignable par le SBA. Le simple fait de faire de la publicité autour de Savoirs UdeS devrait suffire à gagner plusieurs de ces étudiants au libre accès, mais nous proposons que le SBA prenne quand même le temps d'expliquer à ces étudiants les raisons (notamment économique, mais aussi philosophique) qui motivent le choix du libre accès.

Dans la nébuleuse C se trouvent des étudiants beaucoup plus neutres face au libre accès et à Savoirs UdeS. Ils sont par exemple davantage partagés que les étudiants de la nébuleuse A face à la légitimité de forcer le dépôt des thèses et mémoires sur la plate-forme Savoirs UdeS. Ils sont presque essentiellement sans réponse lorsque vient le temps de connaître leur position à savoir s'ils seraient prêts à déposer le fruit de leurs recherches sur Savoirs UdeS. Même s'il est possible d'envisager que c'est la plate-forme Savoirs UdeS qui incite au doute plus que le concept de libre accès en soit, il n'est pas possible d'en être certain. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, plusieurs étudiants en éducation se retrouvent dans cette catégorie, ce qui nous porte encore une fois à demeurer prudent face aux stéréotypes qui peuvent avoir été véhiculés lors de l'analyse bivariable (administration = méconnaissance et réfractaire contrairement à lettres et sciences humaines et éducation= réputées être favorable au libre accès.).

Enfin, la nébuleuse B contient des étudiants qui connaissent pour certains Savoirs UdeS, mais qui ont un profil qui s'apparente à celui des professeurs de la nébuleuse A, c'est-à-dire qu'ils sont plus divisés dans leurs opinions sur Savoirs UdeS. C'est en bonne partie ce qui explique l'étalement vertical des observations entre la nébuleuse A et la nébuleuse C. Il est à noter qu'un nombre proportionnellement important d'étudiants de la Faculté d'administration semblent se retrouver dans cette dernière nébuleuse. Il aurait été intéressant aussi de collecter des informations sur le cycle ou le

type de programme des étudiants (recherche versus cours) : cela aurait peut-être illustré que les étudiants que l'on retrouve dans cette nébuleuse B sont des étudiants en recherche ou au doctorat, ayant une relation avec la recherche scientifique cadrant davantage avec celle du professeur moyen que des étudiants au deuxième cycle sans rédaction. Cela nous amène donc à la section discussion, où nous parlerons justement de certaines limites ayant entravées le bon déroulement du mandat de recherche.

4 Discussion

Le libre accès à l'information scientifique est encore un concept relativement méconnu parmi les chercheurs québécois. C'est là le constat dégagé par une revue de littérature comprenant des études analogues à la nôtre dans les dernières années. Malgré tout, en apprenant que l'Université de Sherbrooke était la dernière université de recherche au Canada à ne pas disposer (jusqu'à tout récemment) d'un dépôt institutionnel (voie verte vers le libre accès), nous avons décidé d'approcher le Service des bibliothèques et archives afin de nous confier le mandat de sonder les niveaux de connaissance et d'intérêt des professeurs et des étudiants dans une sélection de facultés (Administration, Droit, Éducation, Lettres et sciences humaines, Éducation physique et sportive, Théologie et études religieuses) qui était sensées être moins au fait de cette avenue. Des entrevues complémentaires avec les vice-doyens de ces facultés nous ont permis d'ajouter de la profondeur à l'étude. Si les étudiants se montrent intéressés par le libre accès, leur niveau de connaissance est relativement bas. Les professeurs présentent quant à eux un portrait plus fragmenté : si certains connaissent le libre accès, ils ne semblent pas en avoir la même compréhension. Les prochaines sous-sections permettront de mieux entrevoir les raisons qui expliquent la situation dans laquelle les universités se retrouvent. Tout juste avant, nous allons nous attarder à certains points qui limitent le potentiel de l'étude.

4.1 Limites de l'étude

D'emblée, il nous semble nécessaire de s'attarder sur le choix des facultés. Si nous avons respecté en ce sens le mandat, il importe de déclarer que nous avons soumis cette sélection aux mandataires, qui l'ont approuvée. Même si certains éléments nous permettaient de constater qu'il existe en effet des distinctions dans la culture académique qui existe au sein des différentes facultés, se pourrait-il que notre décision de travailler avec des facultés à « vocation plus sociale », par opposition à des facultés

comme celles de sciences ou de génie n'ait pas été la bonne? Peut-être en partie si l'on en croit Gargouri (2012b). En effet, nous avons appris avec surprise que beaucoup de disciplines font un usage plus bas du libre accès que les facultés que nous avons retenues. Par exemple, chimie, médecine clinique et recherche biomédicale. Les informaticiens ont même été qualifiés de « cordonniers mal chaussés » en terme de pratique concernant le libre accès (Lang 2010, p.81). En fait, les sciences sociales se retrouvent en tête de liste (ce qui ne signifie pas pour autant que le pourcentage d'articles en libre accès soit très élevé). En vertu de cet état de fait, nous proposons que si le SBA souhaite reproduire l'étude d'ici quelques années, qu'il le fasse en élargissant les facultés ou les départements étudiés. Il semble en effet que les pratiques diffèrent surtout sur une base départementale plutôt que facultaire. Il pourrait aussi être intéressant d'ajouter certains centres de formation rattachés à l'Université de Sherbrooke, comme le CUFÉ, que nous avons retirés, rappelons-le, dans le but de simplifier et de rationaliser l'analyse entre les unités comparées. Compte tenu des enjeux économiques qui entourent plusieurs de ces domaines de la connaissance, il serait selon nous pertinent d'approfondir l'étude.

Nous ne pouvons à nouveau que regretter la non-participation du vice-décanat de la Faculté d'administration. Nous demeurons convaincus qu'une entrevue aurait été fort éclairante pour mieux permettre de saisir cette culture académique particulière à laquelle nous avons référé précédemment. La participation importante au niveau du corps professoral est cependant une bonne nouvelle.

Au niveau du questionnaire, nous réalisons qu'il aurait pu être intéressant de poser une question du genre : « Suite au gain d'information que vous avez obtenu de ce sondage (si applicable), considèreriez-vous publier en libre accès? » Ou, après avoir répondu aux questions précédentes, « êtes-vous davantage en faveur du libre accès? » Ou alors : « souhaiteriez-vous obtenir plus d'informations » ? Notre question ne concernait que Savoirs UdeS, qui n'est réellement destiné à l'heure actuelle qu'aux étudiants. Nous savons par contre que la plate-forme a l'ambition éventuelle d'accepter des travaux du corps professoral, comme en fait déjà foi le site Internet de la plate-forme. Si ces limites sont fâcheuses, il n'empêche que des réflexions nous semblant intéressantes ont pu être dégagées, comme en font montre les prochaines sections.

4.2 Le libre accès, les droits et l'intérêt du chercheur

Un constat qui émerge de l'étude est que beaucoup des chercheurs de l'Université de Sherbrooke ne

connaissent pas leurs droits en matière de publication en libre accès. Pour remédier à cette situation, le SBA pourrait organiser un séminaire sur la question des droits d'auteurs et convier la communauté de chercheurs à y assister. Il serait pertinent d'inviter des juristes œuvrant dans le domaine du droit d'auteur, mais aussi des représentants des maisons d'édition (au moins dans le but de mieux gérer la transition vers le libre accès) et des représentants des organismes subventionnaires. Laurent Romary, directeur de recherche à l'INRIA et chercheur invité à l'Université Humboldt de Berlin, rappelle, en parlant du projet PEER -projet européen visant à rapprocher éditeurs et chercheurs dans un cadre collaboratif-, que la communauté académique est consciente du fait que les éditeurs cherchent à préserver leurs intérêts, mais qu'il demeure néanmoins important, dans un contexte où la pression politique de déposer en libre accès, de mieux connaître les modèles de collaboration entre éditeurs et chercheurs (Romary 2010, p.135). Nous croyons qu'il est tout aussi important de mettre en place cette collaboration de ce côté-ci de l'Atlantique. Certains membres du gouvernement et hauts fonctionnaires, notamment du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science devraient également être présents afin d'assurer un support politique et financier dans cette démarche. Même si ultimement, des amendements à la loi sur le droit d'auteur pourraient être suggérés pour favoriser l'émergence du libre accès, cette situation n'est probablement pas nécessaire et encore moins probable, étant donné que le droit d'auteur fait partie des prérogatives du gouvernement fédéral (Loi constitutionnelle de 1867 (R.-U.), c. 6, reproduite dans L.R.C. 1985, art. 91.23). D'autant moins probable que les décanats sont sensibilisés à la question depuis à peine un an et que le Canada se dirige dans la prochaine année vers des élections générales. Personne ne risque donc de se mouiller sur une question secondaire comme le libre accès.

4.3 Élargir l'obligation de dépôt aux articles ?

Comme nous venons de le mentionner, Savoirs UdeS a clairement l'ambition d'accueillir des publications scientifiques. Cependant, à l'heure actuelle, rien ne semble indiquer que cette approche sera coercitive. Bien qu'il puisse exister des inconvénients à utiliser une démarche coercitive, la littérature semble plutôt concorder sur le fait qu'il s'agit d'une manière efficace de parvenir au libre accès. Pour certains auteurs, il s'agit quasiment même de la seule option qui fonctionne réellement. En effet, Froissart et Farchy (2010, p.141) mentionnent :

En 2005 par exemple, les National Institutes of Health (NIH) américain avaient lancé

une politique de simple incitation au dépôt par les chercheurs subventionnés par cet organisme. Résultat : moins de 5 % des articles étaient déposés (Young, 2009). En 2008, le dépôt devient obligatoire et immédiatement le taux d'article archivé en libre accès explose (NIHMS, 2010). Aujourd'hui, près de 200 institutions ont édicté des règles astreignantes (<www.eprints.org>, 2010), et non des moindres : de Harvard à la Commission européenne, du CERN de Genève à l'ANR. On voit que, pour être libre, il faut parfois être contraint.

D'autres auteurs arrivent aussi à la même conclusion, notamment dans Gargouri et coll. (2010, p.11) et Gargouri et coll. (2012a). À la suite de ces lectures, nous pouvons penser que si une université comme Harvard procède de telle manière, nul doute qu'il est alors légitime d'en faire autant. Sans renier cette affirmation, nous considérons qu'une approche trop directe pourrait heurter les convictions de certains chercheurs. Il convient donc de mettre en place une approche globale qui détaille la suite du projet. Une approche consensuelle est bien souvent préférable à une imposition, mais au regard du fait que beaucoup de chercheurs ignorent encore ce qu'est le libre accès ou l'ignorent carrément, il faut se questionner à savoir combien de temps le SBA devrait encore attendre. Les chercheurs doivent comprendre que la situation a été mûrement réfléchie et planifiée et qu'il s'agit de la bonne voie à suivre. Il est cependant impératif de s'assurer que les organismes subventionnaires prennent en compte la nature de cette réalité afin de ne pas pénaliser injustement les chercheurs qui désirent publier de cette manière. Pour ce faire, les procédures d'évaluation devront sans doute être ajustées. Il est possible que l'approche bibliométrique employée pour mesurer les facteurs d'impacts d'un article doivent être repensée dans cet objectif. Comme l'a souligné le vice-doyen à la recherche de la Faculté de droit, l'approche bibliométrique fait en sorte que les organismes subventionnaires accordent une importance bien moindre au libre accès dans leurs critères de sélection, pénalisant les chercheurs qui seraient idéologiquement tentés de faire la promotion du libre accès. Cette situation, auparavant moins observable en sciences humaines et sociales en raison de la spécificité nationale des travaux, fait maintenant partie du paysage (Chartron 2010, p. 124). En ce qui concerne la pression effectuée par les organismes subventionnaires afin de prendre le virage vers le libre accès, elle ne semble pas être ressentie de la même manière au sein de chaque faculté. Cette pression semblait être la principale source de changement à la Faculté d'éducation physique et sportive, mais ne semblait pas aussi présente dans d'autres, comme à la Faculté de droit. Si l'obligation de déposer est envisagée, il serait important de procéder de manière organisée, et non seulement locale, car les conséquences pour la visibilité des

articles des chercheurs pourraient être importantes et même affecter leur carrière de manière sérieuse. Les SBA des universités québécoises doivent, à notre avis, absolument faire front commun, et si possible, le faire en collaboration avec des universités canadiennes ou étrangères. Comme des mouvements prônant le libre accès sont déjà à l'œuvre ailleurs, notamment aux États-Unis et en France, la mise en place d'un réseau visant à l'instauration de politiques convergentes aiderait grandement à promouvoir les intérêts des chercheurs ainsi que ceux du public en général. Les contacts ainsi créés pourraient servir à mieux réseauter les catalogues ouverts des bibliothèques participantes, permettant de mieux coordonner les efforts par rapport à la numérisation des archives et de la mise en commun des ressources. À l'image du logiciel libre, il ne s'agit pas de réinventer chaque fois la roue, mais plutôt de prendre appui sur ce qui a déjà été accompli par d'autres.

Les chercheurs ont cependant raison de dire qu'ils ne souhaitent pas avoir à gérer un autre dossier qui leur prend beaucoup de temps. Les professeurs d'université sont rémunérés pour enseigner et faire de la recherche. Ils dépensent déjà beaucoup d'énergie à travailler sur des demandes de subventions et à faire fonctionner et rayonner les institutions pour lesquelles ils œuvrent. Il faut donc s'assurer que le temps qui sera pris par les chercheurs afin de faire parvenir leurs manuscrits ou d'anciens travaux vers la plate-forme Savoirs UdeS en vaille la peine : avec le temps, la plate-forme doit être en mesure de faciliter davantage la recherche de titres dans le catalogue de l'université. À notre avis, Savoirs UdeS ne devrait pas opérer en vase clos, et permettrait, dans la mesure du possible, de pouvoir se connecter à d'autres dépôts institutionnels pour éviter aux chercheurs de fouiller sur plusieurs plates-formes. Savoirs UdeS doit permettre de s'assurer de la qualité de la révision par les pairs, pour effectivement ne pas tomber dans le même piège que plusieurs mégarevues, dont le modèle d'affaires fonctionne sur l'acceptation d'une grande quantité de manuscrits. De cette façon, Savoirs UdeS permettrait de convaincre la communauté de l'Université de Sherbrooke de sa légitimité. Pour accomplir cet objectif, les gestionnaires de la plate-forme devront s'entourer adéquatement et se doter des bons outils. C'est un système complexe qui doit fonctionner dès le premier jour, car une mauvaise réputation risquerait d'entacher de manière permanente la crédibilité des dépôts institutionnels.

Parlant de crédibilité, il importe de considérer que les travaux des étudiants et ceux des professeurs ne jouissent pas également de la même réputation. Il s'agit clairement de deux ligue dans l'esprit des répondants du corps professoral et chez les vice-doyens en général (ce qui n'en fait pas pour autant une

vérité objective). Nous invitons la communauté universitaire à une réflexion sur la pertinence d'une telle distinction. La voie verte du libre accès peut très bien se doter de mécanismes de révision par les pairs : à ce titre, l'exemple de ArXiv fait depuis longtemps figure de proue. À titre d'exemple, la grande majorité des professeurs sont en faveur du dépôt obligatoire des thèses de leurs étudiants sur Savoirs UdeS, mais sont plus réfractaires à déposer d'eux-mêmes leurs articles sur Savoirs UdeS. Certaines tendances sont cependant quelque peu particulières : par exemple, les étudiants en droit et en administration semblent être plus confortables à l'idée que leurs travaux étudiants devront aller sur Savoirs UdeS que leurs professeurs. Les étudiants en lettres et sciences humaines et en éducation sont cependant moins enclins à accepter cette obligation que leurs professeurs. Pour autant, ce sont les questions de financement, de facteurs d'impact et d'avancement professionnel qui sont à prendre en compte. Comme nous l'avons vu aussi durant la conférence du professeur Larivière, les chercheurs ne savent souvent pas s'ils disposent du droit d'autoarchiver leurs publications après qu'elles aient paru dans une revue traditionnelle. Cette méconnaissance est aussi apparue clairement dans les réponses des questions à développement que nous avons cumulées. Produire une brochure répondant ainsi aux appréhensions les plus fréquentes face au libre accès nous apparaît comme une bonne solution.

4.4 Le libre accès et l'intérêt public

Si nous devons prendre en compte les besoins et les attentes des chercheurs, nous devons aussi respecter l'intérêt général de la collectivité. Il importe aussi de se questionner sur la valeur objective du libre accès au sein de chaque faculté. C'est l'avis de Chartron (2010, p. 123-128), de penser que les facultés ne doivent pas passer par le même processus :

Le « libre accès or partiel » propose, quant à lui, de réserver un budget spécifique pour le droit à publier, budget versé aux revues afin de rendre librement accessibles les articles. En SHS, cette modalité pose de facto le problème de la liberté de publication du chercheur ainsi que celui des conflits d'intérêts potentiels avec l'autorité qui déciderait des crédits.

De plus, le vice-doyen de la Faculté de droit nous a fait remarquer avec justesse que toute la production universitaire ne devrait pas nécessairement être publique, puisqu'une part de cette production n'a aucune valeur intrinsèque pour le public général. Faire payer au public l'entièreté de cet accès reviendrait à subventionner les outils de travail des cabinets d'avocats et d'autres professionnels du domaine juridique, une situation qui est discutable au plan éthique, selon le vice-doyen. Cela

explique peut-être pourquoi il semblait y avoir moins de pression des organismes subventionnaires à la Faculté de droit que d'autres. Il nous semble raisonnable que hormis ces travaux, le reste de la production intellectuelle universitaire soit mis à la disposition du grand public. C'est aussi dans l'intérêt primaire des universitaires de considérer le libre accès, étant donné qu'ils risquent d'être pris en otages par l'oligopole de l'édition, pour rappeler les mots du vice-doyen de la Faculté de droit.

Il est aussi intéressant de constater qu'à la Faculté d'éducation, le changement est venu de l'éditeur lui-même, avec la plate-forme *Sage Open*. Cela représente un changement par rapport à ce qui a été dit par la vice-doyenne de la Faculté d'éducation physique et sportive (exigence des organismes subventionnaires) et de droit (où la pression semblait moins forte). Si le SBA n'est pas en mesure de faire en sorte que les dépôts d'articles du corps professoral se fassent directement sur Savoirs UdeS après une révision par les pairs (une situation possiblement trop révolutionnaire à l'heure actuelle), il pourrait faire en sorte de faire la promotion des revues les mieux cotées au niveau de la voie dorée. Cela pourrait permettre de diminuer la charge financière qui incombe aux auteurs (et bien souvent, par ricochet, à l'Université de Sherbrooke) pour la publication en libre accès. Il faudrait faire la recension des revues dans lesquelles publient les chercheurs de l'Université et à quelle fréquence. Si ce sont des revues hybrides, il faut le faire savoir aux chercheurs, car il est tout à fait particulier de constater que pour certains chercheurs, le libre accès signifie avant tout des dépenses supplémentaires, alors qu'à l'origine, cette idée vise à rendre plus accessible la littérature scientifique, et ce, autant pour les auteurs que pour les lecteurs! Certaines réponses tendent même à laisser croire que pour certains chercheurs, un document qui est en ligne est en libre accès, alors que ce n'est pas du tout le cas! La pluralité du libre accès peut donc piéger les chercheurs, et il importe de bien les guider à travers cet univers. C'est pour cela qu'il importe de se demander: « Quelle voie doit emprunter l'Université de Sherbrooke vers le libre accès? ».

4.5 Le libre accès au pluriel : doit-on emprunter la voie verte et la voie dorée?

Il serait en effet primordial que le SBA entreprenne une réflexion à savoir comment il entrevoit le futur de son dépôt institutionnel. S'il est de plus en plus admis que le libre accès représente l'avenir, deux tangentes semblent se profiler. D'un côté, l'utilisation des mégarevues et de l'autre, des dépôts

institutionnels. Les mégarevues présentent l'avantage d'avoir une vocation moins spécialisée que les revues traditionnelles, ce qui leur permet une viabilité financière pour des raisons d'économies d'échelle. Si la viabilité économique de telles mégarevues a été démontrée depuis quelques années, la qualité de plusieurs de ces mégarevues est abyssale, compte tenu de pratiques «prédatrices» qui les caractérisent parfois (Beall 2013, p.1). Si des critiques sont certainement attribuables quant à la qualité des articles sélectionnés par certaines mégarevues, il serait faux de prétendre que les revues traditionnelles, même parmi les chefs de file dans leur domaine, sont épargnées par ce phénomène. Le laxisme en matière de révision par les pairs est universel, comme le démontre notamment l'affaire Sokal⁵. Il nous semble évident que les revues traditionnelles utiliseront cependant au maximum cette perception de fiabilité pour conserver leur mainmise sur le monde de l'édition scientifique, c'est pourquoi il est important de déconstruire les mythes qui les entourent.

Même si les mégarevues font partie de la voie dorée vers le libre accès (du fait que les auteurs ou leur institution payent pour diffuser leurs articles), il n'est pas certain, selon nous, que l'usage des dépôts institutionnels (voie verte) soit une option plus abordable. En effet, certains éditeurs comme *Plos One* chargent 1500\$ pour publier un article, d'autres, comme *PeerJ*, ne chargent que 300\$ à vie pour publier à volonté! Des risques sérieux existent en lien avec ce genre de pratique, risques qui sont absents des revues traditionnelles. Effectivement, étant donné que l'auteur paie au moment de publier l'article et non pas au moment de subir une évaluation (qui pourrait se conclure par un refus de publication), les éditeurs de certaines mégarevues peuvent subir une pression pour diminuer les barèmes afin d'assurer la transaction.

En réponse aux risques associés à ce genre de révision par les pairs trop complaisante, sacrifiant la qualité des articles pour le profit, Steven Harnad propose quant à lui de faire payer l'auteur au moment d'entreprendre l'étape de la révision par les pairs, quel que soit le résultat final, plutôt qu'au moment de publier l'article (Harnad 2010, p.4). Harnad détaille sa stratégie pour le libre accès dans le même article, indiquant qu'il faut initialement miser sur la voie verte et lorsque le prix d'abonnement chutera brusquement suite à la désertion des revues traditionnelles, la voie dorée pourrait être envisagée. À titre personnel, nous sommes partagés. D'un côté nous nous méfions de ce retour vers les revues, car cela

⁵« Transgressing the Boundaries: Towards a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity » est le nom d'un article bidon présenté à la revue *Social Text*, éditée à l'Université Duke par le physicien Alan D. Sokal. C'est un cas emblématique qui nous avait été présenté dans le cadre de notre cours de méthodologie en première année de maîtrise.

fait intervenir à nouveau un intermédiaire qui n'est plus essentiel. La révision par les pairs peut très bien s'effectuer par des comités mis sur pied en collaboration par les universités. Aussi, qu'arriverait-il par exemple en cas de faillite de la revue? Les archives seraient-elles encore accessibles? Le même scénario est bien peu probable dans le cas des dépôts institutionnels, puisque les universités, du moins au Québec, reçoivent une part de financement public. Compte tenu des sommes importantes qui sont investies en recherche et en éducation supérieure, il serait risqué de s'assurer que les bénéficiaires puissent être spoliés de quelque manière qu'il soit. Ainsi, nous sommes d'avis qu'à terme, la publication scientifique devrait passer par la mise en réseau des plates-formes universitaires, dont l'ouverture au grand public devra peut-être être garantie par une loi. D'un autre côté, une diminution des tarifs d'abonnement aux revues pourrait permettre de publier l'article dans une revue traditionnelle bien établie et connue, et selon les modalités en vigueur, la voie verte pourrait quand même être utilisée. Cela créerait une situation étrange : certains sites offriraient de vendre l'article, alors que sur d'autres, il pourrait être offert gratuitement, mais cela aurait l'avantage d'être une voie moins radicale, un avantage non négligeable en ce qui concerne les universités.

Enfin, il serait important que le SBA continue de coordonner ses efforts avec les gestionnaires en charge des Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS), afin d'éviter que les fonctions des deux entités ne se confondent. Il semble que cette situation soit cependant déjà bien sous contrôle, de ce que nous avons entendu à la Faculté des lettres et sciences humaines. Dans le cas (relativement hypothétique à l'heure actuelle, nous devons l'avouer) où l'Université souhaiterait soutenir les auteurs qui désirent publier des livres en libre accès, sur Savoirs UdeS, les Éditions de l'Université de Sherbrooke pourraient notamment produire une mise en page professionnelle à peu de frais avec des logiciels comme Scribus. Le fait de produire les ouvrages en version numérique comporte en effet des avantages importants en ce qui a trait aux ressources matérielles (presses, transport, entreposage, main d'œuvre, etc.), sans compter une économie de temps considérable et une plus grande facilité à rééditer l'ouvrage initial. En réduisant de telle manière les entraves à l'édition, le livre peut espérer être diffusé plus largement et plus rapidement, profitant encore une fois à l'auteur et aux lecteurs. Et même dans l'éventualité où les chercheurs désireraient obtenir une compensation financière pour le livre, un prix peut être fixé, qui pourrait être inférieur à ce que l'on observe pour le prix de bien des livres numériques en ligne, et à la fois, réservé une cote au moins aussi importante aux chercheurs. L'idée mériterait d'être creusée au cours des prochains mois, à la fois par le SBA et les éditions de l'Université

de Sherbrooke, puisqu'un projet pilote est actuellement en cours aux Presses de l'Université de Montréal. Puisque nous abordons la question des ressources matérielles et financières, profitant en pour parler du contexte économique dans lequel se trouve les universités québécoises.

4.6 L'austérité: Une fenêtre d'opportunité pour agir?

La cure d'amincissement qui frappe actuellement les universités du Québec de plein fouet représente à notre avis une opportunité en or pour le SBA concernant le passage vers le libre accès. Rappelons que l'Université de Sherbrooke (ainsi que les autres universités québécoises) ne subissaient pas encore toutes les coupes qu'elles subissent depuis l'automne 2014 au moment d'entreprendre la recherche. Étant donné qu'une part non négligeable du budget des universités est consacrée à l'abonnement aux revues et périodiques et que cette part est en rapide expansion, le libre accès apparaît comme une solution permettant de concilier les intérêts propres de la communauté de recherche autant que de limiter la saignée financière des établissements d'enseignement supérieur. Nous recommandons au SBA d'agir sans tarder auprès du rectorat pour les sensibiliser à l'urgence de prendre l'avenue qu'est le libre accès. De plus, le vice-doyen de la Faculté d'éducation nous avait mentionné l'intention d'agir de sa faculté au cours des prochains mois en ce qui a trait à la mise en place d'une politique facultaire concernant le libre accès. Nous recommandons que le SBA garde un œil sur la situation, compte tenu de l'aide qu'il pourrait apporter de la mise en place de cette politique et du sens qu'elle prendra. En effet, peut-être que celle-ci précéderait une politique universitaire, et par conséquent, pourrait servir d'esquisse à l'établissement d'une telle politique. La question des coûts de publication et du libre accès découle aussi du modèle *Publish or perish*. Si les universités doivent réfléchir à cette problématique, il s'agit cependant d'un problème bien trop large pour être traité dans le cadre de cet essai.

Avant d'émettre nos recommandations finales, notons que le philosophe Jean-François Revel a écrit à la première page de son livre *L'obsession anti-américaine : Son fonctionnement, ses causes et ses conséquences* que les éditeurs sont les meilleurs amis des auteurs. En tant que politologue, nous croyons qu'il serait plus exact de paraphraser Lord Palmerston et de dire que telles les nations, les éditeurs n'ont pas d'amis permanents, seulement des intérêts. Tel devrait aussi être le regard que posent les auteurs.

5 Recommandations

Compte tenu de cette réalité, nous proposons quelques recommandations à mettre en place, basées sur une littérature décrivant la mise en place progressive du libre accès dans d'autres sociétés, notamment américaine et française.

5.1 Recommandation 1 : Mettre sur pied une séance d'information et une brochure présentant le libre accès aux professeurs et aux étudiants de l'Université de Sherbrooke

À la suite de notre travail, il apparaît qu'un intérêt pour le libre accès, particulièrement chez les étudiants, existe. À notre avis, il est important de profiter de cet intérêt afin de présenter clairement les avantages du libre accès à la communauté de recherche de l'Université de Sherbrooke. Les professeurs gagneraient aussi à mieux connaître le libre accès, car ils semblent qu'ils en aient une compréhension bien variée. De plus, c'est un lieu commun de dire que les professeurs souhaitent publier dans les revues les plus prestigieuses possible, compte tenu de l'impact positif que cela entraîne sur leurs carrières. Même si, en vertu de leur renommée, ces revues exigent une somme d'argent de plus en plus prohibitive pour publier un article, les charges sont presque toujours prises en compte par les universités, ce qui fait que les professeurs ne se sentent pas directement concernés par la question (Van Noorden 2013, p.429).

Le SBA pourrait contacter le professeur Larivière de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI) de l'Université de Montréal afin de lui demander de tenir une conférence sur le libre accès pour permettre de mieux renseigner la communauté de chercheurs de l'Université de Sherbrooke. Pour maximiser l'impact d'un tel événement, cette conférence devrait être enregistrée et sauvegardée de manière permanente sur Savoirs UdeS. Le Service des bibliothèques et archives devrait aussi présenter cette information aux nouveaux étudiants qui effectuent, lors de leur premier cours de méthodologie au baccalauréat, une visite guidée à la bibliothèque de l'Université de Sherbrooke. Le Service des bibliothèques et archives pourrait également produire une brochure ou à tout le moins, une section d'information qui pourrait être intégrée dans les guides de présentation des travaux écrits des différents départements ou facultés. Il serait intéressant que la brochure contienne une évaluation financière pour illustrer le potentiel que le libre accès pourrait permettre d'économiser à

l'Université de Sherbrooke. Nous sommes d'avis que les étudiants qui auront été sensibilisés de manière précoce dans leur formation universitaire sauront reconnaître les avantages du libre accès dès l'élaboration de leurs premiers travaux de recherche. Cette recommandation pave la voie à une seconde, plus importante selon nous.

5.2 Recommandation 2: Encourager les facultés à faire en sorte que soient déposés sur Savoirs UdeS les articles publiés par les professeurs

Comme nous l'avons vu, il est souvent nécessaire pour obtenir un pourcentage important de dépôt en libre accès de contraindre les chercheurs à le faire. La première étape devra donc bien le préciser pour éviter que les chercheurs dénoncent une mesure autoritaire. Pour assurer la mise en place de cette recommandation, il faudra tout d'abord que le Service des bibliothèques et archives soit techniquement prêt. La période durant laquelle le service a tout d'abord reçu les travaux étudiants devrait avoir donné une bonne idée aux gestionnaires de la plate-forme des défis qui sont à relever à ce propos. Le plus grand défi demeure néanmoins l'obtention des articles et autres travaux que les professeurs produisent.

Étant donné que le Service des bibliothèques et archives ne peut pas contraindre les facultés à déposer obligatoirement les travaux des professeurs en libre accès, et qu'il n'existe pas à l'Université de Sherbrooke une faculté des études supérieures, le Service des bibliothèques et archives devra trouver une solution de rechange pour parvenir à ses fins. En effet, à l'Université de Sherbrooke, toutes les facultés gèrent elles-mêmes l'encadrement de leurs cycles supérieurs. À titre d'exemple, le vice-doyen du campus de Longueuil ne dispose d'à peu près aucune autorité, compte tenu du fait que chacun des étages du pavillon est à la charge d'une faculté du campus principal.

Plusieurs ont noté dans les sondages qu'ils ne souhaitent pas perdre de temps à gérer cette tâche supplémentaire. Dans l'objectif de faciliter l'accomplissement de cette tâche, l'Université de Sherbrooke pourrait s'inspirer de ce qui a déjà été fait à l'Université Harvard. Celle-ci a produit un guide (HARVARD OPEN ACCESS PROJECT (HOAP) 2015), disponible sous forme de wiki et qui pourrait se révéler d'une aide précieuse pour répondre aux nombreuses questions que pourraient se poser les gestionnaires de Savoirs UdeS tout au long du processus. Plusieurs autres universités ont sans doute procédé de la sorte et il serait logique que l'Université de Sherbrooke profite de cette expertise qui lui est offerte gratuitement et librement.

Rappelons que la situation financière précaire dans laquelle se trouvent les universités québécoises devrait motiver davantage les facultés à entreprendre des démarches pour encourager avec plus ou moins d'emphase les professeurs à publier en libre accès. En ce sens, c'est un argument de poids à présenter lors des discussions à tenir avec les représentants facultaires.

5.3 *Recommandation 3: Entamer un dialogue personnalisé avec les représentants de l'ensemble des facultés de Sherbrooke pour établir la voie verte au libre accès*

Compte tenu de la nature indépendante des facultés, nous recommandons que le Service des bibliothèques et archives déploie les ressources (notamment humaines et matérielles) nécessaires afin de maximiser la prise de conscience par rapport aux avantages du libre accès. Pour ce faire, il est essentiel que l'approche soit faite selon les niveaux de connaissance et d'intérêts de chacune des facultés, mais aussi de ce que nous certains répondants qualifiaient de «culture académique facultaire». Il est donc important d'entamer un dialogue constructif avec les représentants des facultés pour voir comment arrimer les intérêts de l'université, des chercheurs des facultés et des citoyens. Une lecture très intéressante figure à ce propos sur le dépôt institutionnel de l'Université Harvard, DASH (Digital Access to Scholarship at Harvard). La lecture du chapitre 4 de l'ouvrage *Open Access* de Peter Suber (2012) élabore à propos des différentes politiques de mise en œuvre du libre accès dans des universités et instituts de recherches nationaux. Suber y fait notamment mention de trois approches différentes concernant la voie verte, et la flexibilité qu'elles procurent portent à croire qu'elles peuvent sans problème être applicables, de par une approche personnalisée, à l'entièreté des facultés de l'Université de Sherbrooke.

À tout le moins, si le SBA ne peut pas contraindre l'adoption du libre accès, il peut quand même demander à la direction des Facultés à s'engager formellement en faveur du libre accès. Une telle déclaration signifierait l'acceptation d'une responsabilité morale et d'un engagement formel auxquels la faculté serait tenue de se conformer. Nous croyons que cette approche n'est pas sans risque : en effet, il se pourrait très bien qu'aucune action ne soit entreprise suite à cet engagement. Mais dans l'éventualité où les facultés se joindraient volontairement au mouvement pour le libre accès, cela prouverait qu'une autre façon de faire, sans contrainte, est possible et efficace.

5.4 Recommandation 4 : Assurer la synergie des dépôts institutionnels des universités québécoises

Le libre accès, s'il est facilement accessible, gagnera en popularité avons nous dit en première recommandation. Une façon de rendre la littérature scientifique produite au Québec encore plus facilement accessible est de s'assurer de la mise en place d'une infrastructure informatique permettant de rechercher dans le catalogue de l'ensemble des universités du Québec à la fois. En quelque sorte semblable à Google Scholar, mais intrinsèquement plus petit, avec tous les avantages que cela comporte : filtrage de contenu inapproprié, recherche par métadonnées autre que le nom de l'article. En plus de cela, la plate-forme étant un bien public, offrirait une stabilité temporelle que les applications en ligne de Google ne garantissent pas. Cela signifie qu'une fois les chercheurs habitués à s'y retrouver, ils n'auraient pas à craindre la fermeture de la plate-forme et à devoir apprivoiser un outil différent.

Nous osons émettre une ultime recommandation, dans l'improbable éventualité qui ferait en sorte que les représentants d'une faculté ou un groupe de professeurs s'opposeraient à un tel engagement. Bien entendu, la mise en œuvre de cette recommandation représente un travail de longue haleine. S'il importe de travailler dès aujourd'hui pour développer un tel projet, il ne s'agit pas à notre avis de la priorité la plus importante à laquelle le Service des bibliothèques et archives devrait oeuvrer.

5.5 Recommandation 5: Assurer la défense des intérêts universitaires par un réseautage auprès des organismes subventionnaires

Afin de se doter d'un levier plus important dans ses rapports avec les facultés, nous suggérons au Service des bibliothèques et archives de l'Université de Sherbrooke d'entrer en communication avec les organismes subventionnaires. En effet, s'il est vrai que le SBA ne dispose pas d'autorité sur les facultés, les organismes subventionnaires peuvent influencer les choix des facultés en modulant le financement accordé en fonction de la contribution facultaire au dépôt institutionnel. Aussi, puisqu'il les organismes subventionnaires demandent avec de plus en plus d'insistance aux représentants des facultés à ce que les professeurs déposent leurs travaux en libre accès, il est probable que des stratégies communes puissent voir le jour de leurs efforts concertés.

6 Annexes

6.1 Annexe I : Questionnaire vice-doyens

1. Avez-vous déjà entendu parler du libre accès (*open access*) en ce qui concerne l'édition/ publication scientifique ?

(a) Si oui, existe-t-il selon vous des avantages à cette méthode de publication? Quels sont les principaux pour vous?

2. Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès ? Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(a) Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(b) Selon vous, pour quelles raisons principalement? _____

3. Diriez-vous que les chercheurs de votre Faculté sont sensibilisés à la question du libre accès?

(a) Si oui, de quelle manière ?

(b) Est-ce que la faculté ou le département fait de la pédagogie auprès d'eux sur cette question?

4. Vos chercheurs ont-ils déjà publié en libre accès?

(a) Dans le cas où la réponse est oui, à quelle fréquence (toutes leurs publications, certains types [articles, rapport, etc.] seulement?) utilisent-ils cette approche et pour quelles raisons?

Dans le cas où la réponse est non, pourquoi ne publient-ils pas en libre accès?

5. Étiez-vous au courant que l'Université s'est récemment dotée d'un dépôt institutionnel (Savoirs UdeS) il y a quelques mois? Si oui, quelle est votre appréciation de la plate-forme? Trouvez-vous qu'il s'agit d'un progrès pour l'Université de Sherbrooke?

(a) Est-ce que le SBA de l'Université fait de la pédagogie auprès de vos chercheurs sur la question du libre accès?

6. Selon vous, qu'est-ce qui motive le changement de votre faculté sur la question de la publication en libre accès?

(a) Quel est le niveau de priorité que l'on devrait accorder selon vous à la mise en place d'une politique ainsi que d'un cadre d'application pour faciliter la mise en place du libre accès à l'UdeS.

7. Est-ce que le SBA est, selon vous, le partenaire tout indiqué pour ce faire ?

8. Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications?

(a) les rapports de recherche

(b) les articles

(c) les rapports de conférences

(d) les données de recherche

(e) les prépublications

(f) les livres

(g) les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)

♦ Si non, pourquoi? _____

9. Croyez-vous qu'il serait avantageux que les dépôts institutionnels des Universités québécoises ou pancanadiennes soient liés par une métaplateforme (Plate-forme Synergie en sciences sociales, PubMed Central Canada en médecine) pour permettre une recherche plus rapide (une sorte de Google scholar).

(a) Selon vous, cette plateforme devrait-elle être axée sur une discipline ou plutôt être multidisciplinaire?

6.2 Annexe II : Questionnaire professeurs

1. Avez-vous déjà entendu parler du l'accès libre (*open access*) en ce qui concerne l'édition/ publication scientifique ?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

2. Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) doit être public en ce qui concerne :

(a) les rapports de recherche

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(b) les articles

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(c) les rapports de conférences

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(d) les données de recherche

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(e) les prépublications

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(f) les livres

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(g) les fichiers multimédias

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(comprenant ici les livres en format électronique)

(h) tout autre matériel nécessaire à

la reproduction du savoir

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

3. Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès ? Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(a) Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(b) Selon vous, pour quelles raisons principalement? _____

4. Avez-vous déjà publié en libre accès?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(a) Dans le cas où la réponse est oui, à quelle fréquence (toutes vos publications, certains types [articles, rapport, etc.] seulement?) utilisez-vous cette approche et pour quelles raisons?

Dans le cas où la réponse est non, pourquoi ne publiez-vous pas en libre accès?

5. Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publiés en libre accès? (par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (Dépôt institutionnel) ou une plate-forme de revues en accès libre, comme Revues.org

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

6. Étiez-vous au courant que l'Université s'est récemment dotée d'un dépôt institutionnel (*Savoirs UdeS*) il y a quelques mois?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(a) Si oui, trouvez-vous qu'il s'agit d'un progrès pour l'Université de Sherbrooke?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

7. Saviez-vous que les étudiants devaient obligatoirement déposer leur mémoire, thèse ou essai sur cette plate-forme?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(a) Sachant que cela n'entrave d'aucune manière votre propriété intellectuelle, êtes-vous en accord avec cette politique?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(b) Si non, pourquoi? _____

(c) Quel est le niveau de priorité que l'on devrait accorder selon vous à la mise en place d'une politique ainsi que d'un cadre d'application pour faciliter la mise en place du libre accès à l'UdeS.

8. Est-ce que le Service des bibliothèques et archives est, selon vous, le partenaire tout indiqué pour ce faire ? »

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

9. Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications?

(a) les rapports de recherche

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(b) les articles

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(c) les rapports de conférences

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(d) les données de recherche

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(e) les prépublications

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

(f) les livres

(g) les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)

- Si non, pourquoi? _____

6.3 Annexe III : Questionnaire étudiants

1. Avez-vous déjà entendu parler du l'accès libre (*open access*) en ce qui concerne l'édition/ publication scientifique ?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
2. Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès ? Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
 - (a) Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
 - (b) Selon vous, pour quelles raisons principalement? _____
3. Avez-vous déjà publié en libre accès?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

 - (a) Dans le cas où la réponse est oui, à quelle fréquence (toutes vos publications, certains types [articles, rapport, etc.] seulement?) utilisez-vous cette approche et pour quelles raisons?
Dans le cas où la réponse est non, pourquoi ne publiez-vous pas en libre accès?
4. Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publié en libre accès? (par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (Dépôt institutionnel) ou une plate-forme de revues en accès libre, comme Revues.org)

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
5. Étiez-vous au courant que l'Université s'est récemment dotée d'un dépôt institutionnel (*Savoirs UdeS*) il y a quelques mois?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

 - (a) Si oui, Trouvez-vous qu'il s'agit d'un progrès pour l'Université de Sherbrooke?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
6. Saviez-vous que votre mémoire ou votre thèse se retrouvera automatiquement sur le dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke lorsque vous la déposerez?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
7. Sachant que cela n'entrave d'aucune manière votre propriété intellectuelle et l'obligation des chercheurs à vous citer, êtes-vous en accord avec cette politique?

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
8. Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications?
 - (a) les rapports de recherche

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
 - (b) les articles

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
 - (c) les rapports de conférences

Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

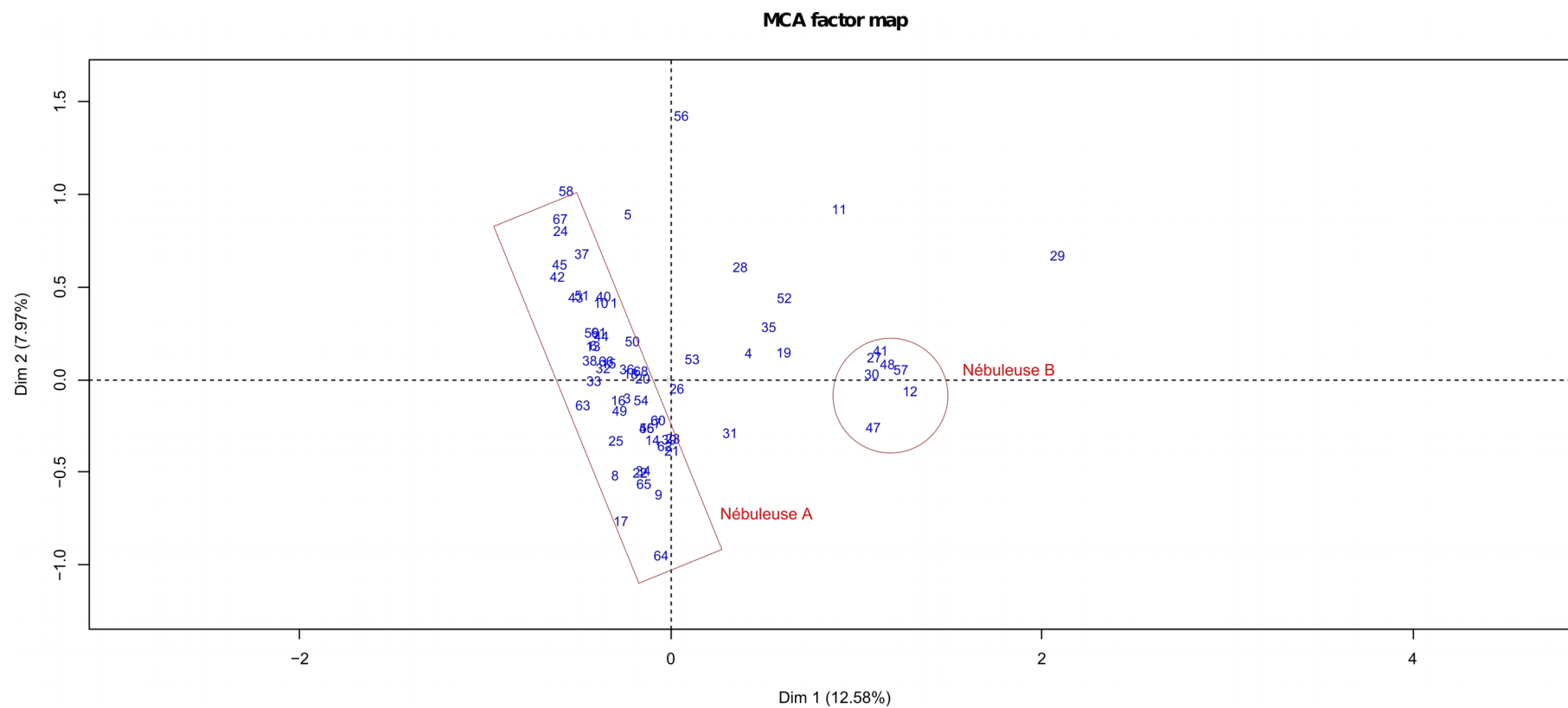
- (d) les données de recherche Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
- (e) les prépublications Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
- (f) les livres Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐
- (g) les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique) Oui ☐ Non ☐ NSP ☐ Refus ☐

6.4 Annexe IV : Grille d'analyse des entrevues des vices-doyens

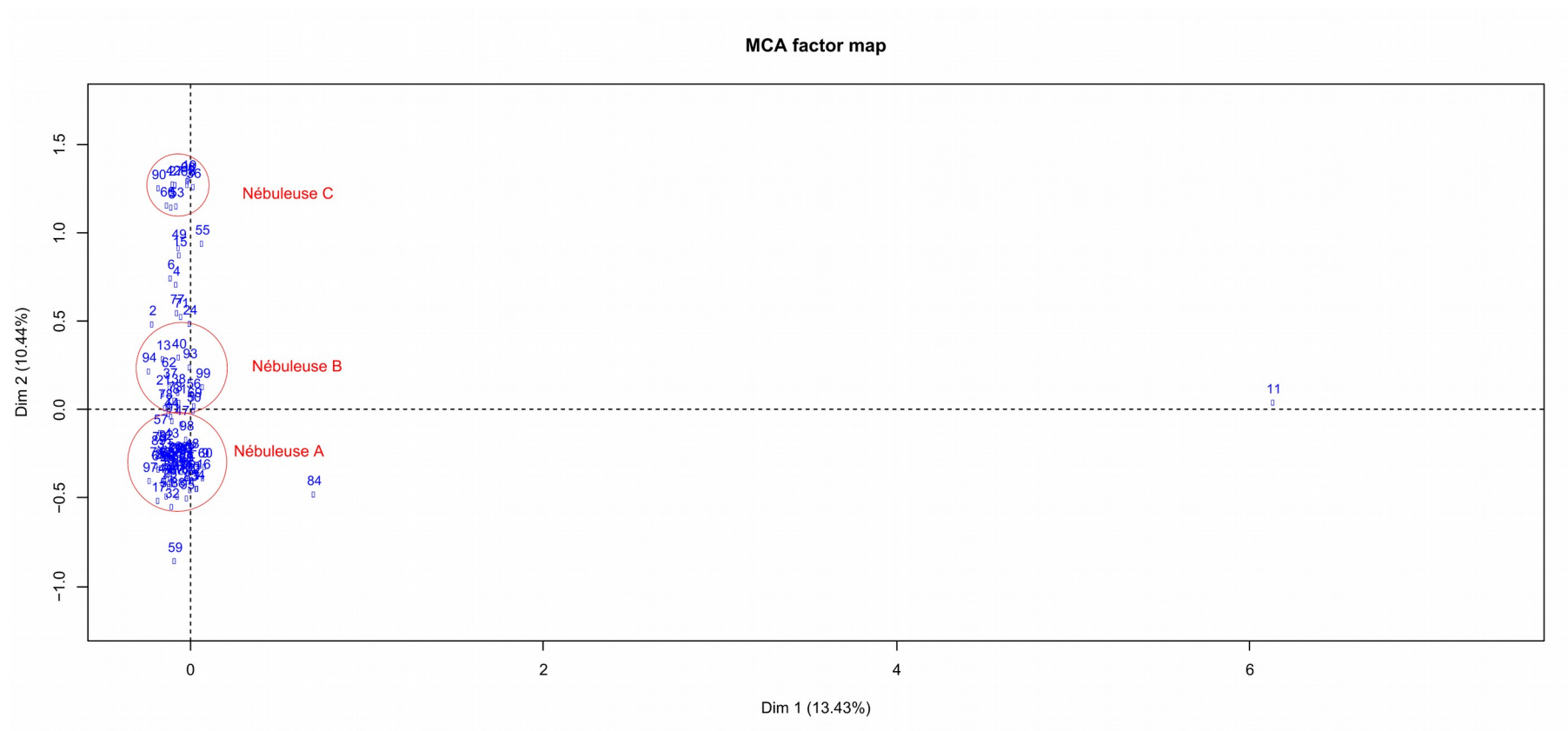
Grille d'analyse des entrevues des vices-doyens												
Faculté/ Questions	1	1a	2	2a	2b	3	3a	3b	4	4a	5	5a
FLSH	Oui, depuis environ cinq ans	Accessibilité à un plus large public; rapidité	Encouragé= non. Chercheurs renseignés mais autonomes	Oui	Nature décentralisée des départements	Oui	Les chercheurs en entendent parler depuis longtemps	Pas activement	Dépend de chaque département	Pas d'informations précises à nous communiquer	Pas employé par vice-doyenne personnellement. Pas de plainte reçue. Perçu comme un progrès.	Pas vraiment
Éducation	Oui, très récemment. Dernier mois seulement.	Informations disponibles rapidement, largement, faible coût	Pas systématiquement, non	Oui	Nouveau; méconnu	Certains oui, mais situation très variable.	—	Non	Très minoritaire dans l'ensemble	—	Oui, collaboration personnelle du vice-doyen à la plate-forme. Excellente plate-forme, aucun problème.	Prédécesseur au vice-décanat avait reçu une invitation de la part de l'Université.
Éducation physique et sportive	Oui	Ouvert, librement accessible. Avantageux pour les gens sans accès	Oui	Oui	Imposition de nature descendante (top-down) par les organismes subventionnaires	Oui, dans la dernière année surtout	—	Non, laissé au bon vouloir en vertu des capacités financières des chercheurs*	Oui	Plusieurs fois par année pour ceux qui le pratiquent	Oui, lors du Conseil de la recherche	Présentation de Savoirs UdeS lors du Conseil de la recherche, mais pas davantage.
Droit	Oui	Disponibilité, accessibilité, augmentation citation, raisons d'intérêts publics pour population au sens large	Non-encouragé, aucune politique facultaire en place à ce sujet	Oui	Pas de politiques qui établissent une hiérarchie entre différents supports de publications	Certains oui	À cause des raisons invoquées et des effets pervers de certaines revues	Non	Probable	—	Non, le vice-doyen Devinat était remplacé dans ses fonctions par le professeur Robert Kouri lors d'une sabbatique. Il ne l'a appris qu'à son retour	Non

Grille d'analyse des entrevues des vices-doyens												
Facultés/ Questions	6	6a	7	8a	8b	8c	8d	8e	8f	8g	9	9a
FLSH	Efforts individuels des professeurs publiant en libre accès	Pas si prioritaire, compte tenu que le virage s'effectue naturellement	Oui, en raison du bon timing et bonne flexibilité de la plate-forme Savoir UdeS	Oui	Oui	Oui	Non, délicat au niveau éthique dans plusieurs cas; comité éthique pas prêt pour cela. Détruire donnée après un certain temps: problème de sécurité numérique	Non, car risque de distribuer hors de cercles restreints des informations non-validées par les pairs	Oui	Oui	Oui, usage de plate-forme comme Ovide	Ne sait pas
Éducation	Tendance irréversible (bien qu'aucunement problématique)	C'est dans l'air du temps: priorité importante, mais pas numéro 1	Probablement une bonne idée	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Se résume à une question coût-bénéfices	Se résume à une question coût-bénéfices
Éducation physique et sportive	Obligation des organismes subventionnaires, mais aussi désir de profiter de la visibilité des publications en libre accès.	Avant toute chose, réflexion nécessaire au niveau universitaire pour soutenir les chercheurs dans le financement de l'accès libre. Savoirs UdeS vient combler une lacune pour les travaux étudiants	Seulement au niveau technique, ne peut que conseiller, c'est à l'université de se positionner d'abord	N/A, mais oui	Oui	Non	Non, à moins d'un échange entre collègues pour une collaboration	Probablement pas, en raison des risques associés à la qualité.	Non, en raison du travail supplémentaire qu'un livre occasionne	Non, pour les mêmes raisons qu'un livre papier	Oui, très intéressant	Modalités à déterminer
Droit	N/A	Savoirs UdeS pour mémoires et thèses: grande priorité; libre accès pour les articles: pas d'obligation, basée sur convictions du chercheur	Probablement que oui	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Oui, avec autorisation de l'éditeur	Se résume à une question coût-bénéfices	Modalités à déterminer

6.5 Annexe V : Graphique résultant de l'analyse des correspondances multiples des professeurs



6.6 Annexe VI : Graphique résultant de l'analyse des correspondances multiples des étudiants



6.7 Annexe VII :Tableaux des résultats de sondage auprès du corps professoral

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 1

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà entendu parler du libre accès (open access) en ce qui concerne la publication scientifique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	25,0%	1,5%	0,0%
Administration (31)	67,7%	32,3%	0,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	12,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	86,7%	13,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 2

% (nombre de répondants)	Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publiés en libre accès? (Par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (dépôt institutionnel) ou une plate-forme des revues en libre accès, comme Revues.org			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	52,9%	42,6%	4,4%	0,0%
Administration (31)	29,0%	61,3%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	25,0%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 3

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	82,4%	8,8%	8,8%	0,0%
Administration (31)	87,1	0,0%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	12,5%	12,5%	0
Droit (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 4

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	77,9%	14,7%	7,4%	0,0%
Administration (31)	67,7	19,4%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	6,3%	0
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 5

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les rapports de conférence			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	77,9%	16,2%	5,9%	0,0%
Administration (31)	80,6	9,7%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	6,3%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 6

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	39,7%	51,5%	7,4%	1,5%
Administration (31)	29,0%	58,1%	9,7%	3,2%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	73,3%	20,0%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 7

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	29,4%	61,8%	7,4%	1,5%
Administration (31)	35,5%	48,4%	16,1%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	73,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 8

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	47,1%	42,6%	10,3%	0,0%
Administration (31)	45,2%	41,9%	12,9%	0,0%
Éducation (16)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	40,0%	53,3%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 9

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	63,2%	25,0%	11,8%	0,0%
Administration (31)	54,8%	29,0%	16,1%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	12,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	40,0%	13,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 10

% (nombre de répondants)	Croyez-vous que le fruit de la recherche universitaire (au Québec) devrait être public en ce qui concerne: Tout autre matériel nécessaire à la reproduction du savoir			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	41,2%	16,2%	42,6%	0,0%
Administration (31)	45,2%	9,7%	45,2%	0,0%
Éducation (16)	43,8%	12,5%	43,8%	0,0%
Droit (5)	60,0%	20,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	33,3%	40,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 11

% (nombre de répondants)	Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	8,8%	16,2%	75,0%	0,0%
Administration (31)	0,0%	16,1%	83,9%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	12,5%	56,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	20,0%	60,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	0,0%	20,0%	80,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 12

% (nombre de répondants)	Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	8,8%	10,3%	80,9%	0,0%
Administration (31)	0,0%	12,9%	87,1%	0,0%
Éducation (16)	25,0%	12,5%	62,5%	0,0%
Droit (5)	20,0%	20,0%	60,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	6,7%	0,0%	93,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 13

% (nombre de répondant)	Avez-vous déjà publier en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	32,4%	63,2%	2,9%	1,5%
Administration (31)	9,7%	83,9%	3,2%	3,2%
Éducation (16)	56,3%	43,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	46,7%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 14

% (nombre de répondant)	Connaissez-vous la plate-forme de dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke (Savoirs Udes)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	67,6%	32,4%	0,0%	0,0%
Administration (31)	22,6%	77,4%	0,0%	0,0%
Éducation (16)	43,8%	56,3%	0,0%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	53,3%	0,0%	0,0%

Source : de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 15

% (nombre de répondants)	Quel est votre sentiment face à l'implantation d'une plate-forme de dépôt institutionnel à l'UdeS?				
	Positif	Négatif	Neutre	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	57,4%	2,9%	32,4%	2,9%	4,4%
Administration (31)	35,5%	3,2%	45,2%	6,5%	9,7%
Éducation (16)	75,0%	6,3%	18,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	0,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 16

% (nombre de répondants)	Saviez-vous que les étudiants doivent obligatoirement déposer leur mémoire, thèse ou essai sur cette plate-forme?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	41,2%	52,9%	5,9%	0,0%
Administration (31)	22,6%	67,7%	9,7%	0,0%
Éducation (16)	56,3%	43,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	60,0%	33,3%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 17

% (nombre de répondants)	Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette politique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	7,4%	16,2%	2,9%
Administration (31)	61,3%	9,7%	25,8%	3,2%
Éducation (16)	87,5%	6,3%	0,0%	6,3%
Droit (5)	40,0%	20,0%	40,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	93,3%	0,0%	6,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 18

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	73,5%	10,3%	14,7%	0,0%
Administration (31)	61,3%	9,7%	29,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	6,3%	6,3%	6,3%
Droit (5)	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 19

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	63,2%	20,6%	16,2%	0,0%
Administration (31)	41,9%	22,6%	35,5%	0,0%
Éducation (16)	87,5%	12,5%	0,0%	0,0%
Droit (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	73,3%	26,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 20

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de conférences			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	69,1%	16,2%	13,2%	0,0%
Administration (31)	58,1%	12,9%	29,0%	0,0%
Éducation (16)	81,3%	18,8%	0,0%	0,0%
Droit (5)	60,0%	20,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 21

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	29,4%	52,9%	14,7%	0,0%
Administration (31)	16,1%	54,8%	25,8%	3,2%
Éducation (16)	31,3%	56,3%	12,5%	0,0%
Droit (5)	20,0%	60,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	53,3%	46,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 22

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	26,5%	58,8%	13,2%	1,5%
Administration (31)	25,8%	48,4%	25,8%	0,0%
Éducation (16)	31,3%	62,5%	6,3%	0,0%
Droit (5)	20,0%	60,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	26,7%	73,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 23

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	35,3%	45,6%	19,1%	0,0%
Administration (31)	22,6%	45,2%	32,3%	0,0%
Éducation (16)	56,3%	25,0%	18,8%	0,0%
Droit (5)	40,0%	60,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (15)	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage du corps professoral 24

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (68)	45,6%	33,8%	17,6%	2,9%
Administration (31)	29,0%	38,7%	32,3%	0,0%
Éducation (16)	75,0%	12,5%	12,5%	0,0%
Droit (5)	40,0%	40,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (15)	46,7%	46,7%	0,0%	6,7%

Source: de l'auteur

6.8 Annexe VII :Tableaux des résultats de sondage auprès des étudiants

Extrait des résultats de sondage des étudiants 1

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà entendu parler du libre accès (open access) en ce qui concerne la publication scientifique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	41,4%	52,5%	6,1%	0,0%
Administration (18)	27,8%	61,1%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	35,1%	59,5%	5,4%	0,0%
Droit (8)	12,5%	75,0%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	40,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	64,4%	35,5%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 2

% (nombre de répondants)	Dans le cadre de vos recherches, vous arrive-t-il de consulter ou de faire référence à des travaux qui ont été publiés en libre accès? (Par exemple, Papyrus pour l'Université de Montréal (dépôt institutionnel) ou une plate-forme des revues en libre accès, comme Revues.org			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	42,4%	48,5%	9,1%	0,0%
Administration (18)	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%
Éducation (37)	35,1%	48,6%	16,2%	0,0%
Droit (8)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	40,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	54,8%	41,9%	3,2%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 3

% (nombre de répondants)	Votre faculté encourage-t-elle la publication en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	12,1%	7,1%	80,8%	0,0%
Administration (18)	16,7%	11,1%	72,2%	0,0%
Éducation (37)	5,4%	2,7%	91,9%	0,0%
Droit (8)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	0,0%	80,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	19,4%	12,9%	67,7%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 4

% (nombre de répondants)	Est-elle sensibilisée par rapport à la publication en libre accès et à ses enjeux			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	6,1%	7,1%	86,9%	0,0%
Administration (18)	5,6%	0,0%	94,4%	0,0%
Éducation (37)	8,1%	10,8%	81,1%	0,0%
Droit (8)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	6,5%	9,7%	83,9%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 5

% (nombre de répondants)	Avez-vous déjà publier en libre accès?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	10,1%	88,9%	0,0%	1,0%
Administration (18)	5,6%	88,9%	5,6%	0,0%
Éducation (37)	13,5%	86,5%	0,0%	0,0%
Droit (8)	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	80,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	9,7%	90,3%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 6

% (nombre de répondants)	Connaissez-vous la plate-forme de dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke (Savoirs UdeS) ?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	28,3%	69,7%	2,0%	0,0%
Administration (18)	5,6%	83,3%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	24,3%	75,7%	0,0%	0,0%
Droit (8)	25,0%	75,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	60,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	45,2%	54,8%	0,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 7

% (nombre de répondants)	Quel est votre sentiment face à l'implantation d'une plate-forme de dépôt institutionnel à l'UdeS			
	Positif	Négatif	Neutre	Refus
Ensemble des facultés (99)	63,8%	0,0%	35,4%	1,0%
Administration (18)	55,6%	0,0%	44,4%	0,0%
Éducation (37)	56,8%	0,0%	40,5%	2,7%
Droit (8)	75,0%	0,0%	25,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	0,0%	80,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	80,6%	0,0%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 8

% (nombre de répondants)	Saviez-vous que votre mémoire ou votre thèse se retrouvera automatiquement sur le dépôt institutionnel de l'Université de Sherbrooke lorsque vous déposerez?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	49,5%	43,4%	7,1%	0,0%
Administration (18)	22,2%	66,7%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	40,5%	51,4%	8,1%	0,0%
Droit (8)	62,5%	25,0%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	71,0%	25,8%	3,2%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 9

% (nombre de répondants)	Êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette politique?			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	81,1%	5,1%	11,1%	2,0%
Administration (18)	77,8%	11,1%	11,1%	0,0%
Éducation (37)	81,1%	2,7%	16,2%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	0,0%	20,0%
Lettres et sciences humaines (31)	87,1%	6,5%	6,5%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 10

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les rapports de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	75,8%	7,1%	16,2%	1,0%
Administration (18)	72,2%	5,6%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	78,4%	5,4%	16,2%	0,0%
Droit (8)	75,0%	25,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	74,2%	6,5%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 11

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les articles			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	69,7%	11,1%	18,2%	1,0%
Administration (18)	72,2%	0,0%	22,2%	5,6%
Éducation (37)	64,9%	10,8%	24,3%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	40,0%	12,5%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	77,4%	9,7%	12,9%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 12

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications? Les rapports de conférences			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	73,7%	5,1%	19,2%	2,0%
Administration (18)	72,2%	5,6%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	73,0%	2,7%	24,3%	0,0%
Droit (8)	75,0%	0,0%	12,5%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	74,2%	6,5%	19,4%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 13

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à y déposer vos propres publications? Les données de recherche			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	53,5%	18,2%	26,3%	2,0%
Administration (18)	44,4%	16,7%	33,3%	5,6%
Éducation (37)	59,5%	10,8%	29,7%	0,0%
Droit (8)	75,0%	12,5%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	60,0%	40,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	45,2%	25,8%	29,0%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 14

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les pré-publications			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	44,4%	27,3%	26,3%	2,0%
Administration (18)	55,6%	16,7%	22,2%	5,6%
Éducation (37)	48,6%	21,6%	29,7%	0,0%
Droit (8)	37,5%	50,0%	0,0%	12,5%
Éducation physique et sportive (5)	20,0%	60,0%	20,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	38,7%	29,0%	32,3%	0,0%

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 15

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les livres			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	53,3%	17,2%	25,3%	4,0%
Administration (18)	50,0%	11,1%	27,8%	11,1%
Éducation (37)	54,1%	10,8%	32,4%	2,7%
Droit (8)	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	51,6%	19,4%	25,8%	3,2

Source: de l'auteur

Extrait des résultats de sondage des étudiants 16

% (nombre de répondants)	Seriez-vous prêt à déposer vos propres publications? Les fichiers multimédias (comprenant ici les livres en format électronique)			
	Oui	Non	NSP	Refus
Ensemble des facultés (99)	59,6%	13,1%	25,3%	2,0%
Administration (18)	50,0%	16,7%	16,7%	5,6%
Éducation (37)	62,2%	5,4%	29,7%	2,7%
Droit (8)	50,0%	37,5%	12,5%	0,0%
Éducation physique et sportive (5)	80,0%	20,0%	0,0%	0,0%
Lettres et sciences humaines (31)	61,3%	12,9%	25,8%	0,0%

Source: de l'auteur

6.9 Annexe IX : Mandat de recherche du Service des bibliothèques et archives



Service des bibliothèques et archives
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Mandat de Mathieu Cloutier

Déposé auprès de Mme Isabelle Lorrain et M. Bernard Jobin

Le mandat de M. Cloutier aurait pour objectifs de rédiger une problématique, de procéder à une enquête et de formuler des recommandations sur l'état des connaissances et l'intérêt de la communauté universitaire en regard de la diffusion de publications en libre accès via le dépôt institutionnel à l'Université de Sherbrooke.

Plus spécifiquement, le mandat se déroulerait en trois étapes:

- 1) Rédaction de la problématique sur le libre accès en général et l'utilisation des dépôts institutionnels au Québec et plus spécifiquement dans les Facultés d'éducation, d'administration, de droit et de lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.
- 2) Afin de mener à bien l'enquête prévue sur l'état des connaissances sur l'accès libre et l'intérêt à utiliser le dépôt institutionnel pour l'autoarchivage et la diffusion des publications dans les facultés mentionnées ci-dessus, M. Cloutier fera un sondage exploratoire auprès des étudiants des cycles supérieurs, des chercheurs et des professeurs et professeurs de ces facultés. Une fois le sondage terminé et les données analysées, M. Cloutier aurait pour tâches de créer un ou des groupes de discussion sur la question afin d'approfondir les connaissances et de pouvoir sensibiliser les usagers à l'accès libre et à l'adoption du dépôt institutionnel. Cette dernière partie pourra aussi permettre de faire la promotion de la plate-forme Savoirs UdeS (savoirs.usherbrooke.ca).
- 3) Le mandat s'achèvera par la rédaction du rapport de recherche et de la formulation des recommandations pour les décideurs du Service des bibliothèques et archives et de l'université.

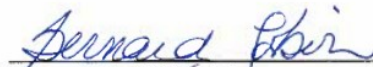
L'échéancier du mandat se déroulerait de janvier à août 2014.

La charge de travail de la part de Mme Lorrain et de M. Jobin serait d'environ 25 heures de travail (consultations, rétroactions et évaluations du travail de M. Cloutier).

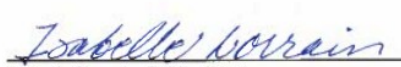
La charge de travail de M. Cloutier correspond environ à 400 heures de travail ce qui équivaut à 9 crédits universitaires de deuxième cycle dans le cadre de la Maîtrise en études politiques appliquées.



France Paul, Directrice générale par intérim
Service des bibliothèques et archives



Bernard Jobin, Bibliothécaire
Service des bibliothèques et archives



Isabelle Lorrain, Bibliothécaire
Service des bibliothèques et archives

7 Références bibliographiques

ALLEN, James. (2005), « Interdisciplinary differences in attitudes towards deposit in institutional repositories. » Department of Information and Communications, Manchester Metropolitan University (UK). , [En ligne], <http://eprints.rclis.org/6957/1/FULLTEXT.pdf>, (Page consultée le 16 avril 2014)

BEALL, Jeffrey. (2013), « Five Predatory Mega-Journals: A Review. » *The Charleston Advisor*, [En ligne], <http://eprints.rclis.org/19815/2/TCA%20review%20april%202013.pdf>, (Page consultée le 11 décembre 2014)

BENABOU, Valérie-Laure. (2010), «Les publications scientifiques : faut-il choisir entre libre accès et libre recherche? », *Hermès*, no. 57, CNRS, [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)

CHARTRON, Ghislaine. (2010), «Scénarios prospectifs pour l'édition scientifique», *Hermès*, no. 57, CNRS [En ligne],<http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 15 décembre 2015)

CLARKE, Michael (2013), «Why Hasn't Scientific Publishing Been Disrupted Already?» *The Scholarly Kitchen*. [En ligne], 4 janvier, <http://scholarlykitchen.sspnet.org/2010/01/04/why-hasnt-scientific-publishing-been-disrupted-already/>, (Page consultée le 9 février 2014)

DUMONT, Richard. (2014), «Communiqué - Annulation d'abonnements à la majorité des périodiques de la collection Wiley Online Library - Bibliothèques - Université de Montréal, [En ligne], 14 janvier, <http://www.bib.umontreal.ca/communiques/20140115-DB-annulation-periodiques-wiley.htm>.(Page consultée le 8 février 2014)

EVANS, James A, Jacob REIMER et coll. (2009), «Open Access and Global Participation in Science », *Science* 20, Vol. 323, no. 5917, [En ligne], Février, 1025 p. <http://www.sciencemag.org/content/323/5917/1025.abstract>, (Page consultée le 16 avril 2014)

FARCHY, Joëlle, Pascal FROISSART. (2010), « Le marché de l'édition scientifique, entre accès «propriétaire » et accès « libre » », *Hermès*, no. 57, CNRS [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)

GARGOURI, Yassine et coll. (2010), «Self-Selected or Mandated, Open Access Increases Citation Impact for Higher Quality Research.», *PLoS ONE*, vol.5, no.10, [En ligne], <http://dx.doi.org/10.1371/journal.pone.0013636>, (Page consultée le 4 décembre 2014)

GARGOURI, Yassine et coll. (2012a), «Testing the Finch Hypothesis on Green OA Mandate Ineffectiveness.»[En ligne], <http://arxiv.org/abs/1210.8174>. (Page consultée le 4 décembre 2014)

GARGOURI, Yassine et coll. (2012b), «Green and Gold Open Access Percentages and Growth, by

Discipline.» Communication, article de congrès ou colloque, [En ligne], <http://www.archipel.uqam.ca/6450>, (Page consultée le 4 décembre 2014)

GAXIE, Daniel et Patrick LEHINGUE. (1984), *Enjeux municipaux; la contitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984 dans GAUTHIER, Benoît (dir.), (2009). *Recherche sociale De la problématique à la collecte des données 5 édition*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 767 p.

HARNAD, Stevan, et coll. (2004), «The access/impact problem and the green and gold roads to open access», *Nature*, [En ligne], <http://users.ecs.soton.ac.uk/harnad/Temp/impact.html>, (Page consultée le 16 avril 2014)

HARNAD, Stevan. (2010), « No-Fault Peer Review Charges: The Price of Selectivity Need Not Be Access Denied or Delayed.», [En ligne], <http://eprints.soton.ac.uk/271348/1/dlib-no-fault.pdf>, (Page consultée le 11 décembre 2014)

HARVARD OPEN ACCESS PROJECT (HOAP). (2015), [En ligne], 7 janvier, http://cyber.law.harvard.edu/hoap/Main_Page, (Page consultée le 12 janvier 2015)

LANG, Bernard. (2010), «Des cordonniers mal chaussés ou les informaticiens face au libre accès», *Hermès*, no. 57, CNRS [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)

LARIVIÈRE, Vincent, Georges A. LOZANO, et Yves GINGRAS. (2014), «Are Elite Journals Declining?», *Journal of the Association for Information, Science and Technology*, vol. 65, no. 4, pp 649–655.

Loi constitutionnelle de 1867 (R.-U.), c. 6, reproduite dans L.R.C. 1985, art. 91.23)

MARIEN, Bruno et Jean-Pierre BEAUD. (2003), « Guide pratique pour l'utilisation de la statistique en recherche : le cas des petits échantillons », [En ligne], http://eprints.aidenligne-francais-universite.auf.org/379/1/Guide_pratique_pour_l_utilisation_de_la_statistique_en_recherche.pdf (Page consultée le 6 décembre 2014)

MÉADEL, Cécile. (2010) «Les savoirs profanes et l'intelligence du web », *Hermès*, no. 57, CNRS, [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)

PANITCH, Judith M. et Sarah MICHALAK. (2005), «The Serials Crisis», [En ligne], Janvier, <http://www.unc.edu/scholcomdig/whitepapers/panitch-michalak.html>, (Page consultée le 14 février 2014)

PETERSON, Andrea. (2013), «How One Publisher Is Stopping Academics from Sharing Their Research», *Washington Post*, [En ligne], <http://www.washingtonpost.com/blogs/the-switch/wp/2013/12/19/how-one-publisher-is-stopping->

[academics-from-sharing-their-research/](#), (Page consultée le 14 février 2014)

ROMARY, LAURENT. (2010), «Communication scientifique : pour le meilleur et le PEER», *Hermès*, no. 57, CNRS [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)

SUBER, Peter. (2012), *Open Acess*, [En ligne], <http://dash.harvard.edu/handle/1/10752204>, (Page consultée le 13 janvier 2015)

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. (2013), «À propos de Papyrus», [En ligne], 24 septembre, <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/page/apropos>, (Page consultée le 16 avril 2014)

VAN NOORDEN, Richard (2014a), «Scientists May Be Reaching a Peak in Reading Habits», *Nature*, [En ligne], <http://www.nature.com/news/scientists-may-be-reaching-a-peak-in-reading-habits-1.14658>, (Page consultée le 8 février 2014)

VAN NOORDEN, Richard. (2013), «Open Access: The True Cost of Science Publishing.» *Nature*, [En ligne], pp.426-429, <http://www.nature.com/news/open-access-the-true-cost-of-science-publishing-1.12676>, (Page consultée le 4 décembre 2014)

VÉZINA, Kumiko. (2006), «Libre accès à la recherche scientifique : opinions et pratiques des chercheurs au Québec», *The Canadian Journal of Library and Information Practice and Research*, vol 1, no.1, 16 p.

ZIMMERMAN, Christian. (2010), «La dissémination de la recherche en sciences économiques: Les «cahiers de recherche»», *Hermès*, no. 57, CNRS, [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2010-2.htm>, (Page consultée le 16 avril 2014)